



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 JUIN 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 2nd, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Kings Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS,

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Amcan Furs Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Galen Lee Prime, secrétaire, Doris Emily Scott et Lillian Lipsey, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et commerçants de fourrures et de tous articles dans lesquels la fourrure forme une partie, aussi comme marchands de merceries et de vêtements pour femmes et enfants, bottes et chaussures, chapeaux, casquettes, marchandises indiennes, et de marchandises semblables en général; organiser, maintenir et exploiter des succursales, postes de commerce et entrepôts frigorifiques relativement et pour les fins du commerce de la compagnie, sous le nom de "Amcan Furs Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Letters Patent

"Amcan Furs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1944, incorporating: Galen Lee Prime, secretary, Doris Emily Scott and Lillian Lipsey, stenographers, spinisters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and merchants and dealers in furs and all articles of which fur forms a part, also as dealers in Gent's Furnishings and women's and children's wearing apparel, boots and shoes, hats, caps, Indian goods, and general merchandise; and to organize, maintain and operate branch stores, trading posts and cold storage plants in connection with and for the purposes of the business of the Company, under the name of "Amcan Furs Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 common shares of the par value of \$100.00 each.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de neuf (9) directeurs.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9376 P. FRENETTE.

The affairs of the Company shall be governed by a Board of nine (9) Directors.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of december, 1944.

P. FRENETTE,
9376-o Assistant Deputy Attorney General.

"Ben-Rose Sportswear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1945, constituant en corporation: Myer Robinson, marchand, Peter Benderoff, dessinateur, tous deux de la cité de Montréal, Samuel Stein, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des jaquettes, jupes, tuniques, blouses et habits de sport pour femmes et fillettes; des robes, costumes, manteaux pour femmes et enfants et manufacturer de la lingerie de toute description pour femmes, sous le nom de "Ben-Rose Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9377 P. FRENETTE.

"Ben-Rose Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of January, 1945, incorporating: Myer Robinson, merchant, Peter Benderoff, designer, both of the City of Montreal, Samuel Stein, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Ben-Rose Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000., divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9377-o Assistant Deputy Attorney General.

"Canada Ply-Craft Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, de la cité de Montréal, Sonya Gertin, teneuse de livres, fille majeure, et Bena Godlovitch, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer ou exporter ou autrement négocier ou faire le commerce d'articles et produits de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois contreplaqué, le bois de charpente ou le bois est généralement utilisé; produire, cultiver, acheter ou autrement acquérir et vendre, importer ou exporter ou autrement négocier ou faire le commerce de bois contreplaqué et de bois de charpente et de bois de toutes sortes en général; acheter et faire le commerce de limites ou de concessions forestières, sous le nom de "Canada Ply-Craft Corporation", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9378 P. FRENETTE.

"Canada Ply-Craft Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, of the City of Montreal, Sonya Gertin, bookkeeper, spinster, and Bena Godlovitch, stenographer, spinster, both of the City of Outremont, all in the district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, import or export or otherwise deal in or with articles and products of all kinds in the manufacture of which plywood, timber or wood generally is used; to produce, grow, buy or otherwise acquire and sell, import or export or otherwise deal in or with plywood and in timber and wood generally of all kinds; to purchase and deal in timber limits or concessions, under the name of "Canada Ply-Craft Corporation", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9378-o Assistant Deputy Attorney General.

"Cascade Golf and Tennis Club Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

"Cascade Golf and Tennis Club Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: James Hilary Hume Robertson, de la cité de Montréal, Paul Charles Casey, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du roi, Genest Trudel, avocat, de la cité d'Outremont, Anthony Flynn, comptable, de ladite cité d'Outremont, Alexander Killin Coley, Kathleen Margaret Walsh, Charlotte Lea Whiston, Ann-Eileen Ryan, sténographes, tous quatre de ladite cité de Montréal et Lillian Montgomery Gamble, sténographe, de ladite cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter un club et fournir la récréation, l'exercice, le divertissement et les relations sociales aux membres de ce club, à leurs invités et à d'autres à qui les privilèges du club ont été accordés;

Établir, maintenir et diriger un club pour l'encouragement et le jeu de golf, tennis, badminton, squash, rackets, jeu de quille, natation et généralement tous jeux et récréations intérieurs et extérieurs et pour des fins sociales, et acquérir l'entreprise et l'actif et assumer le passif d'aucun club de golf et/ou de tennis existant présentement, sous le nom de "Cascade Golf and Tennis Club Inc."

Les pouvoirs accordés ne seront pas interprétés comme permettant les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le capital de la compagnie sera divisé en cent cinquante (150) actions n'ayant aucune valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations est de sept cent cinquante dollars (\$750).

Le siège social de la compagnie sera à Métis Beach, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9379 P. FRENETTE.

"Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de janvier, 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Alvarez St-Laurent, médecin, Gérard Hudon, agent d'assurance, Joseph-Arsène Gendron, Julien Cavanagh, marchands, Frédéric Bernard, huissier, tous cinq de St-Charles-de-Caplan, François-Xavier Godin, de Rivière Caplan, et Joseph-André Arseneault, de Ruisseau LeBlanc, ces deux derniers marchands, tous du district de Bonaventure, dans les buts suivants:

Favoriser le développement des industries déjà existantes et la création de nouvelles;

Travailler au progrès et au développement du commerce, sous le nom de "Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à St-Charles-de-Caplan, dans le district de Bonaventure.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9380-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: James Hilary Hume Robertson, of the City of Montreal, Paul Charles Casey, of the City of Westmount, both advocates and King's Counsels, Genest Trudel, advocate, of the City of Outremont, Anthony Flynn, accountant, of the said City of Outremont, Alexander Killin Coley, Kathleen Margaret Walsh, Charlotte Lea Whiston, Ann-Eileen Ryan, stenographers, all four of the said City of Montreal, and Lillian Montgomery Gamble, stenographer, of the said City of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a club, and to provide recreation, exercise, amusement and social intercourse for the members of such club, their guests and others to whom the privileges of the club may be extended;

To establish, maintain and conduct a club for the promotion and playing of golf, tennis, badminton, squash, rackets, bowling, swimming and generally all indoor and outdoor games and recreations and for social purposes, and to acquire the undertaking and assets and assume the liabilities of any presently existing golf and/or tennis club, under the name of "Cascade Golf and Tennis Club Inc."

The powers granted shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

The capital of the company will be divided into one hundred and fifty (150) shares having no par value, and the amount with which the Company will carry on its business is Seven hundred and fifty dollars (\$750.00).

The head office of the company will be at Metis Beach, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9379-o Assistant Deputy Attorney General.

"Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Alvarez St-Laurent, physician, Gérard Hudon, insurance agent, Joseph-Arsène Gendron, Julien Cavanagh, merchants, Frédéric Bernard, bailiff, all five of St-Charles-de-Caplan, François-Xavier Godin, of Rivière Caplan, and Joseph-André Arseneault, of Ruisseau LeBlanc, the two latter merchants, all of the district of Bonaventure, for the following purposes:

To promote the development of already existing industries and the creation of new ones;

To strive for the progress and development of commerce, under the name of "Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Saint-Charles-de-Caplan, in the district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9380 Assistant Deputy Attorney General.

"Club de Raquette Belmont incorporé"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Adjutor Chartier, garagiste, Aimé Dion, Adéard Dumas, épiciers, Émile Laventure, épiciers-restaurateur, J.-Arthur Masson, journalier, Georges Allard, constable, Hubert Vallières, rentier, Albert Poliquin, camionneur, Albert Bergeron, Armand Ruel, marchands, Albert Yargeau, jardinier, et Louis Hébert, plâtrier, tous de Sherbrooke, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir le sport de la raquette, afin de conserver une de nos plus belles et plus anciennes traditions;

Aider à développer la force physique de ses membres et leur procurer une récréation saine, dans une atmosphère de bonne entente, d'amitié et de fraternité, sous le nom de "Club de Raquette Belmont incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de quatre mille dollars (\$4,000.00).

Le siège social de la corporation est situé dans la paroisse Ste-Famille, paroisse de la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9381-o P. FRENETTE.

"Ducas Bros. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, de la cité de Montréal, Harry Batshaw, de la cité de Westmount, Louis Feigenbaum, de la cité d'Outremont, tous trois avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchands en gros et en détail, importateurs, manufacturiers et distributeurs de fourrures, peaux, vêtements en fourrure, habits et vêtements de toutes sortes et descriptions, et de toutes sortes d'articles semblables, marchandises et produits, et comprenant tous ou aucun des commerces de drapiers, tailleurs, modistes, manufacturiers de chapeaux et casquettes, merciers, costumiers et confectionneurs en général, sous le nom de "Ducas Bros. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9382 P. FRENETTE.

"Edroco Forest Products Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Joseph Courtemanche, négociant de bois, de Saint-Faustin (Station), Dame Simonne Langevin, veuve de feu Paul-Plessis Bélair, en

"Club de Raquette Belmont Incorporé"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Adjutor Chartier, garage-keeper, Aimé Dion, Adéard Dumas, grocers, Émile Laventure, grocer and restaurant-keeper, J. Arthur Masson, laborer, Georges Allard, constable, Hubert Vallières, annuitant, Albert Poliquin, truckman, Albert Bergeron, Armand Ruel, merchants, Albert Yargeau, gardener, and Louis Hébert, plasterer, all of Sherbrooke, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the sport of snowshoeing, with a view to conserving one of our most attractive and olders traditions;

To aid in developing the physical strenght of its members and provide for them healthy amusement, in an atmosphere of good-will, friendliness and good-fellowship, under the name of "Club de Raquette Belmont Incorporé".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is four thousand dollars (\$4,000).

The head office of the corporation is in the parish of Ste-Famille, parish of the city of Sherbrooke, district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1945.

P. FRENETTE,
9381 Assistant Deputy Attorney General.

"Ducas Bros. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, of the City of Montreal, Harry Batshaw, of the City of Westmount, Louis Feigenbaum, of the City of Outremont, all three advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in, importers, manufacturers, and distributors of furs, pelts, fur garments, clothing and wearing apparel of every kind and description, and all kinds of similar articles, merchandise and products, and including all or any of the business of clothiers, tailors, milliners, hat and cap manufacturers, haberdashers, costumiers and general outfitters, under the name of "Ducas Bros. Inc.", with a total capital stock of \$20,000., divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9382-o Assistant Deputy Attorney General.

"Edroco Forest Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1945, incorporating: Joseph Courtemanche, lumber merchants, of Saint-Faustin (Station), Dame Simonne Langevin, widow of the late Paul-Plessis Bélair, in his lifetime bourgeois,

son vivant bourgeois de Ste-Rose-de-Laval, dans le district de Montréal, et Mario Beaudry, avocat, ces deux derniers de Ste-Agathe-des-Monts, tous du district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre l'érection et la construction des bâtisses de toutes sortes et descriptions; entreprendre l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, entrepôts et travaux semblables; et faire des travaux et construire des édifices de toute description et faire des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale;

Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes spécialités, et tout autre commerce s'y rapportant, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois coupé et équarri, scié, et bois de charpente, billes, dormants, pilotis, poteaux de télégraphie et de téléphone, poteaux de clôtures, bois et tous les produits de la forêt, exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricants et négociants de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, papier ou autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres produits et matériels dans lesquels le bois entre ou forme une partie, sable, gravier, ciment et matériaux de construction, les choses de toutes requises par les entrepreneurs, sous le nom de "Edroco Forest Products Ltd", avec un capital total de \$9,900.00, divisé en 99 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Faustin, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9383-o

P. FRENETTE.

"General Home Products Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1945, constituant en corporation: Bernard Diamond, Louis Orenstein, avocats, tous deux de la cité de Montréal, Joseph Malen, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerces de manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes de nouveautés, menus objets, ustensiles de cuisine, quincaillerie, verroterie, cadeaux, meubles, accessoires électriques, lampes électriques, abat-jour, chaises, tables, accessoires de maison, effets de ménage, bijoux pour costumes, vaisselle, coutellerie, jouets, marchandises en cuir, articles de toilette, et tous autres articles de même nature, sous le nom de "General Home Products Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 361 ouest, rue Craig, Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le douze janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9384

P. FRENETTE.

"Guarantee Fit Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

of Ste-Rose-de-Laval, in the district of Montreal, and Mario Beaudry, advocate, the two latter of Ste-Agathe-des-Monts, all of the district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake the erection and construction of buildings of every kind and description; to undertake the erection and construction of roads, canals, wharves, warehouses and similar works; and carry on the works and construction of structures of every description and to carry on business, direct works and undertakings, in a general way, as contractors and builders;

To carry on the lumber business and trade in all the specialties thereof, and any other business connected therewith, including the purchase, sale of and dealing in all kinds of lumber, cut, squared and sawed; and timber, logs, ties, piles, telegraph and telephone poles, fence posts, wood and all forest products, to carry on, in all the specialties thereof, the business of manufacturers of and dealers in logs, timber, lumber, pulp, pulpwood, paper or other products or by-products of wood and pulp, and any other products and materials wherein wood may enter or whereof it forms part, sand, gravel, cement and building materials, things of every kind required by contractors, under the name of "Edroco Forest Products Ltd." with a total capital stock of \$9,900, divided into 99 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Faustin, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,

9383

Assistant Deputy Attorney General.

"General Home Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1945, incorporating: Bernard Diamond, Louis Orenstein, advocates, both of the City of Montreal, Joseph Malen, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of novelties, small-ware, kitchenware, hardware, glassware, giftware, furniture, electrical supplies, electric lamps, lamp shades, chairs, tables, household accessories, household effects, costume jewellery, dishes, cutlery, toys, leather goods, toilet articles, and all other articles of a similar and like nature under the name of "General Home Products Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 361 Craig Street West, Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1945.

P. FRENETTE,

9384-o

Assistant Deputy Attorney General.

"Guarantee Fit Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Issie Farovitch, manufacturier, Fay Stavits Farovitch, ménagère, épouse séparée de biens de Issie Farovitch et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, Leo Selick, manufacturier, Leah Backler Selick, ménagère, épouse séparée de biens de Leo Selick et dûment autorisée par son dit époux, tous deux des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre en gros et en détail des tissus quelconques et en particulier ceux composés de tissus de coton, housses pour sièges d'automobiles, housses pour meubles, marchandises pour rembourrage, tentures et rideaux, sous le nom de "Guarantee Fit Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant.

9385

P. FRENETTE.

"H. Diamond & Sons Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: Harry Diamond, Murray Diamond, tous deux agents, de la cité de Montréal, et Rola Heller, fille majeure, commis, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements pour femmes, hommes et enfants, des marchandises sèches et tissus, spécialement comme marchands de gros, négociants, courtiers et agents, sous le nom de "H. Diamond & Sons Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant.

9386

P. FRENETTE.

"Modern Age Manufacturing Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, avocats, tous trois de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce de lainage, coton, tissus, articles en laine, soies, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer

Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1945, incorporating: Issie Farovitch, manufacturer, Fay Stavits Farovitch, housewife, wife separate as to property of Issie Farovitch, and duly authorized by him for these presents, both of St-Césaire, district of St-Hyacinthe, Leo Selick, manufacturer, Leah Backler Selick, housewife, wife separate as to property of Leo Selick, and duly authorized by her said husband, both of the City and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, to wholesale and to retail of whatever material, composed particularly of cotton materials, automobile seat covers, slip covers for furniture, upholstered goods, drapes and curtains, under the name of "Guarantee Fit Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,

9385-o Assistant Deputy Attorney General.

"H. Diamond & Sons Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Harry Diamond, Murray Diamond, both agents, of the City of Montreal, and Rola Heller, spinster, clerk, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies', men's and children's clothing, dry goods and textiles, especially as wholesaler, jobber, broker and agent, under the name of "H. Diamond & Sons Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,

9386-o Assistant Deputy Attorney General.

"Modern Age Manufacturing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1945, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, advocates, all three of the City of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in and with woollen, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manu-

le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre des vêtements et nouveautés, des accessoires pour enfants, demoiselles et jeunes gens, jouets et nouveautés; manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre des habits et vêtements de sport pour hommes, femmes et enfants, uniformes, robes de bain, robes de chambre, gilets, robes de nuit; manufacturer des robes d'aucune et toutes sortes, sous le nom de "Modern Age Manufacturing Company Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9387 P. FRENETTE.

**"Northern Sporting Goods
Manufacturing Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accepté par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1945, constituant en corporation: Hercule Paiement, marchand, Marcel Gareau, fabricant d'outils, Mary W. Tassie, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerces de manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes d'articles fabriqués en bois: jouets, supports, patères, manches, couvertures, meubles, chaises, tables, boîtes, articles de sport, effets de ménage, et tous ces autres articles qui peuvent être manufacturés en bois, métal, acier, carton et plastique, sous le nom de "Northern Sporting Goods Manufacturing Ltd", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4550 rue Berri, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9388 P. FRENETTE.

"Steve Lawrence Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: Harry Diamond, Murray Diamond, tous deux agents, de la cité de Montréal, et Rola Heller, fille majeure, commis, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes de femmes, robes d'enfants, habits de sport et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Steve Lawrence Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

facturing, buying and selling clothing, novelties, children's, misses' and youth's supplies, toys and novelties; to manufacture, buy or otherwise acquire and sell men's, ladies' and children's clothing and sportswear, uniforms, bathrobes, dressing gowns, jackets, nightwear; to manufacture dresses of any and all natures, under the name of "Modern Age Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9387-o Assistant-Deputy Attorney General.

**"Northern Sporting Goods
Manufacturing Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1945, incorporating: Hercule Paiement, Merchant, Marcel Gareau, Toolmaker, Mary W. Tassie, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of articles manufactured from wood, toys, hangers, stands, handles, covers, furniture, chairs, tables, boxes, sporting goods, household accessories, and all such other articles that can be manufactured from wood, metal, steel, cardboard and plastics, under the name of "Northern sporting Goods Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 4550 Berri Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9388-o Assistant Deputy Attorney General.

"Steve Lawrence Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Harry Diamond, Murray Diamond, both agents, of the City of Montreal, and Rola Heller, spinster, clerk, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' dresses, children's dresses, sportswear and garments of all kinds, under the name of "Steve Lawrence Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9389 P. FRENETTE.

"Victory Brand Sportswear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: Benjamin Robinson, C.R., de la cité de Westmount, Province de Québec, Theodore H. Shapiro, avocat, des cité et district de Montréal, et Anne Goldenblatt, fille majeure secrétaire, de la cité d'Outremont, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce, en gros ou en détail, exporter et importer, acheter et vendre, des robes pour femmes, fillettes et enfants, des blouses, jupes, pantalons de sport, costumes, jaquettes, manteaux, écharpes, chapeaux, habits de sport, sous-vêtements et lingerie de toute description pour femmes;

Manufacturer et faire le commerce en gros et en détail, exporter et importer, acheter et vendre, des habits de sport et lingerie de toute description pour hommes, sous le nom de "Victory Brand Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9390 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9389-o Assistant Deputy Attorney General.

"Victory Brand Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Benjamin Robinson, K.C., of the City of Westmount, Province of Quebec, Theodore H. Shapiro, advocate, of the City and District of Montreal, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, secretary, of the City of Outremont, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in, either wholesale or retail, to export and import: buy and sell, women's, misses and children's dresses, blouses, skirts, slacks, suits, costumes, jackets, coats, scarves, millinery, sportswear, underwear and women's wearing apparel of all descriptions:

To manufacture and deal in either wholesale and retail, to export and import, buy and sell, men's sportswear and wearing apparel of all descriptions, under the name of "Victory Brand Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9390-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Crémérie Simard & Union, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de mai 1945, à la compagnie "Crémérie Simard & Union, Limitée" ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital de \$20,000.00 à \$69,900 par la création de 499 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9391-o P. FRENETTE.

"Gotham Hat Company Limitée"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre avril 1945, à la compagnie "Gotham Hat Company Limited", ratifiant un règlement de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$49,000 par la création de 290 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9392 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Crémérie Simard & Union, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Crémérie Simard & Union, Limited" ratifying the by-law of the said company increasing its capital stock from \$20,000 to \$69,900 by the creation of 499 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1945.

P. FRENETTE,
9391 Assistant Deputy Attorney General.

"Gotham Hat Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Gotham Hat Company Limited", ratifying a by-law of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$49,000.00, by the creation of 290 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9392-o Assistant Deputy Attorney General.

"La Laiterie Idéale Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de mai 1945, à la compagnie "La Laiterie Idéale Limitée", ratifiant le règlement No XVII de cette compagnie augmentant son capital de \$40,000.00 à \$99,000.00 par la création de 590 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9393-o P. FRENETTE.

"Magan Realities Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour d'avril 1945, changeant le nom de la compagnie "Dollard Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 décembre 1944, en celui de "Magan Realities Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9394 P. FRENETTE.

"Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq avril 1945, changeant le nom de la compagnie "New-York Auction Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 août 1941, sous le nom de "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", en son dit nom primitif, savoir: "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc."

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9395 P. FRENETTE.

"Premier Tufting Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six avril 1945, changeant le nom de la compagnie "Comfort Tufting Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 décembre 1944, en celui de: "Premier Tufting Company Limited".

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9396 P. FRENETTE.

"Roger Gariépy Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour d'avril 1945, changeant le nom de la compagnie "Le-

"La Laiterie Idéale Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Laiterie Idéale Limitée", ratifying by-law No. XVII of the present company increasing its capital stock from \$40,000 to \$99,000 by the creation of 590 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1945.

P. FRENETTE,
9393 Assistant Deputy Attorney General.

"Magan Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Dollard Realities Limited" incorporated by letters patent dated December 5th, 1944, to that of: "Magan Realities Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9394-o Assistant Deputy Attorney General.

"Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "New York Auction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated August 7th, 1941, under the name of "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", into its said primitive name, to wit: "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9395-o Assistant Deputy Attorney General.

"Premier Tufting Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Comfort Tufting Company Limited", incorporated by letters patent dated December 11th, 1944, to that of: "Premier Tufting Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9396-o Assistant Deputy Attorney General.

"Roger Gariépy Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Leblanc & Gariépy

blanc & Gariépy Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze mai 1939, en celui de: "Roger Gariépy Ltée".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9397-o P. FRENETTE.

"The American Advertising Agency, Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1945, à la compagnie "The American Advertising Agency, Ltd.", ratifiant le règlement de ladite compagnie augmentant ses pouvoirs de manière à prolonger jusqu'au 28 août 1948 le délai prescrit par l'article 25 de ladite loi pour l'abandon de la charte de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9398 P. FRENETTE.

"Valley Dyeing & Finishing Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour d'avril 1945, à la compagnie "Valley Dyeing & Finishing Company Limited", ratifiant le règlement N° 12 de ladite compagnie augmentant son capital-actions par la création de 1510 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9399 P. FRENETTE.

"West Shore Malartic Gold Mines Limited" (No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour d'avril 1945, à la compagnie "West Shore Malartic Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant le règlement de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$3,000,000 à \$4,000,000 par la création de 1,000,000 d'actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9400 P. FRENETTE.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 236052. Yvonne Larivée, des cité et district de Montréal, épouse de Louis-Joseph-Armand Gervais, demanderesse vs Louis-Joseph-Armand Gervais, mécanicien, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 mai 1945.

Montréal, le 25 mai 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
9415-o DIDIER LEROUX.

Ltée", incorporated by letters patent bearing date the twelfth day of May, 1939, to that of: "Roger Gariépy Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9397 Assistant Deputy Attorney General.

"The American Advertising Agency, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The American Advertising Agency, Ltd.", ratifying the by-law of the said Company increasing its powers so as to extend until August 28th, 1948, the delay prescribed by Section 25 of the said Act for the forfeiture of the company's charter.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9398-o Assistant Deputy Attorney General

"Valley Dyeing & Finishing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Valley Dyeing & Finishing Company Limited", ratifying By-Law No. 12 of the said Company increasing its capital stock by the creation of 1510 additional preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9399-o Assistant Deputy Attorney General.

"West Shore Malartic Gold Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "West Shore Malartic Gold Mines Limited" (No Personal Liability), ratifying the by-law of the said Company increasing its capital stock from \$3,000,000.00 to \$4,000,000.00, by the creation of 1,000,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9400 Assistant Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236052. Yvonne Larivée, of the city and district of Montreal, wife of Louis-Joseph-Armand Gervais, plaintiff vs Louis-Joseph-Armand Gervais, mechanic, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 25th of May, 1945.

Montreal, May 25th, 1945.

DIDIER LEROUX,
9415 Attorney for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1926

Number 1926

Québec, le 24 mai 1945.

Quebec, May 24, 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de la "Canadian Car & Foundry Company Limited", usines Turcot et Dominion.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the employees of the Canadian Car & Foundry Company Limited, Turcot and Dominion Works.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the contracting parties mentioned herein after have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"The Canadian Car & Foundry Company, Limited",

ON THE ONE PART:

The Canadian Car & Foundry Company, Limited,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés des Usines Turcot et Dominion, pour l'employeur et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 avril 1945;

And, ON THE OTHER PART:

The Association of employees, Turcot and Dominion Works, for the employer and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of April 7, 1945;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les métiers et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry, the trades and occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

ATTENDU QUE les dispositions de la loi ont été dûment suivies, en ce qui touche la publication des avis;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail a approuvé les dispositions de ladite convention par décision rendue à sa séance du 10 avril 1945, modifiée à sa séance du 9 mai 1945;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the provisions of the said agreement by a decision taken at its meeting of April 10, 1945, amended at its meeting of May 9, 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 avril 1945.

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of April 7, 1945.

I.—*Définitions*: — Dans le présent décret, le mot "employé" désigne tout salarié appartenant aux groupes, catégories ou classes de salariés embauchés par la "Canadian Car & Foundry Company Limited".

I.—*Definition*: — In the present decree, the word employee shall designate any employee belonging to groups, categories or classes of employees employed by the Canadian Car & Foundry Company Limited.

II.—*Juridiction territoriale*: — Le présent décret s'applique exclusivement aux usines Turcot et Dominion de la "Canadian Car & Foundry Company, Limited".

II.—*Territorial jurisdiction*: — The present decree shall apply exclusively to the Turcot and Dominion Plants of the Canadian Car & Foundry Company, Limited.

III.—*Juridiction professionnelle*: — Le présent décret s'applique à tous les employés payés à un taux horaire, embauchés pour des opérations manufacturières relatives à la fabrication des wagons de chemins de fer, à passager ou à marchandises, d'autobus, de tramways, de carosseries pour livraison spéciale, de wagonnets industriels ainsi que leurs accessoires, et à tout autre

III.—*Professional jurisdiction*: — The present decree shall apply to all hourly rated employees engaged in manufacturing operations pertaining to the making of Railway, Passenger and Freight Cars and Busses, Tramway and Special Delivery Cars, Industrial Cars and Accessories thereof and any other type of work which the employer undertakes to manufacture in said establishments,

genre de travail que l'employeur entreprend de manufacturer dans lesdites usines et s'applique aussi à tous les employés payés à un taux horaire en rapport avec ces produits manufacturés.

IV.—*Durée du travail*:—a.—La durée régulière du travail est de neuf (9) heures par jour ou par équipe, excepté le samedi où l'on ne doit travailler que l'avant-midi et durant cinq (5) heures seulement, le total des heures de travail pour une semaine devant être de cinquante (50) au maximum. Toutefois, cette stipulation relative aux heures de travail ne s'applique pas aux chauffeurs et aux mécaniciens de la centrale, aux gardiens, aux surveillants des arroseurs automatiques ainsi qu'aux surveillants préposés au chauffage.

b.—Pour permettre à l'employeur de remplir ses engagements et contrats, il est entendu, s'il le décide, qu'un jour peut être un jour de calendrier ou toute période de vingt-quatre (24) heures consécutives, et qu'une semaine peut être une semaine de calendrier ou toute période de cent soixante-huit (168) heures consécutives.

c.—La semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures pour les employés de la centrale, les surveillants des arroseurs automatiques et les surveillants préposés au chauffage et de soixante (60) heures pour les gardiens.

V.—*Retards*:—a.—Une déduction de quinze (15) minutes est faite à tout employé pour tout retard excédant trois (3) minutes dans une même période d'un quart d'heure. Tout employé qui commence le travail avec un retard de plus d'une demi-heure doit fournir le nombre d'heures régulières de son équipe avant de pouvoir bénéficier du taux des heures supplémentaires. Un employé n'est pas sensé commencer son travail avant l'expiration de la période de déduction. Ceci ne s'applique pas aux employés à la pièce qui doivent commencer leur travail aussitôt qu'ils sont requis de le faire.

b.—L'employeur doit prendre les dispositions nécessaires en vue de donner à l'avance aux employés un avis de tout changement dans les heures de travail. Tout employé non averti qui s'est rendu à son travail à l'heure régulière et qui n'est pas requis de travailler avec l'équipe commençant à cette heure et pour lequel on ne trouve aucun travail, doit recevoir une rémunération équivalente à deux heures de travail pour défrayer ses frais de transport et payer le temps perdu. Cependant, lorsque l'employeur n'est aucunement responsable de ce changement dans les heures de travail, l'employé n'a droit à aucune rémunération.

c.—Les employés de l'équipe de nuit peuvent être requis d'exécuter leur neuf heures de travail la veille d'une fête chômée (sans rémunération supplémentaire) et de prendre leur congé la nuit suivante qui sera comptée comme fête légale.

d.—Les employés payés à un taux horaire assujettis au présent décret et travaillant dans une équipe autre que l'équipe de jour doivent recevoir un bonus de cinq cents de l'heure. Ceci ne s'applique pas aux employés dont la semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures ou plus. (L'équipe de jour exécute son travail entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.)

VI.—*Travail supplémentaire*:—a.—Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures du lundi au vendredi inclusivement et après-midi le samedi est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux régulier. Tout travail exécuté en plus de douze (12) heures dans une équipe, quelle qu'elle soit, doit être rémunéré

and to all hourly rated employees incidental to the manufacture thereof.

IV.—a.—The regular duration of work shall be nine (9) hours per day or shift, excepting Saturday when five (5) hours only shall be worked in the forenoon, the whole to constitute a maximum of fifty (50) hours per week. However, the foregoing hours shall not apply to Power House Fireman and Enginemen, Watchmen and Sprinkler and Heating System Attendants.

b.—At the option of the employer, and in order to implement its business engagements and contracts, it is hereby agreed that a day may be a calendar day or any period of twenty-four (24) consecutive hours. Likewise, any week may be a calendar week or any period of one hundred and sixty-eight (168) consecutive hours.

c.—The standard work week for Power House, Sprinkler and Heating System Attendants shall be fifty six hours and watchmen sixty hours.

V.—*Late Starting*:—a.—Late starting shall be penalized to the extent of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three (3) minutes in each quarter-hour. Any employee starting more than one-half hour late shall be required to work the standard number of hours for that shift, before his overtime rate becomes effective. No employee coming into work will be expected to start work until the penalty period has expired. This will not apply to piece workers who will be required to start work immediately, if requested to do so.

b.—The employer shall take reasonable steps to give employees advance notice of any change or cancellation of their working hours. Any employee not so notified, who has reported for his work at regular starting time and shall not be required to work on this shift for which he has reported and for whom no work can be found, shall be paid two hours time at regular hourly rate to compensate him for transportation and loss of time, but where such change in working hours is due to causes beyond the employer control, the employee shall not be entitled to receive payment.

c.—Men working on night shift may be required to work their nine hour shift the night before a legal holiday (for which no premium is to be paid) and take the following night off as the legal holiday.

d.—Hourly rated employees covered by this decree and working on shifts other than the regular day shift will receive an extra five per cent per hour bonus. This does not apply to employees whose standard work week is fifty six hours or over. (Day shift shall be between the hours of 7 a.m. and 7 p.m.)

VI.—*Overtime*:—a.—Overtime shall be paid at the rate of time and one half the regular hourly rate after nine hours have been worked, Monday to Friday inclusive, excepting Saturday when overtime rates shall apply as from 12 o'clock noon. Double time the regular hourly rate shall be paid after 12 hours have been worked on any one shift. This, however, does not apply to

au taux de salaire double par rapport au taux régulier. Ces dispositions ne s'appliquent pas toutefois aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux surveillants préposés au chauffage, aux constables aux gardiens et employés du département des obus. Le taux de salaire et demi est payable aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques et aux surveillants préposés au chauffage pour tout travail exécuté en plus de cinquante-six (56) heures dans une semaine; aux constables et aux gardiens pour tout travail exécuté en plus de soixante (60) heures dans une semaine et aux employés du département des obus pour tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures dans une semaine.

Cependant, le taux pour travail supplémentaire ne s'applique pas au travail à la pièce, excepté lorsque les employés qui ont travaillé durant les heures régulières au taux du travail à la pièce sont requis de fournir du travail supplémentaire pour l'exécution d'opérations payées au taux horaire, cesdits employés devant alors être payés au taux de salaire supplémentaire déterminé.

b.—Tout travail exécuté les jours suivants doit être rémunéré au taux de salaire double: le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël et les dimanches. La période durant laquelle le taux de salaire double s'applique est de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lendemain. Toutefois, dans le cas des employés de la fonderie, la période rémunérée au taux de salaire double sera celle déterminée après entente entre l'employeur et les employés. Le but de cette clause est d'assurer la continuité de production dans la fonderie avec un minimum de contretemps. De plus, cette clause ne s'applique pas aux employés de la centrale, aux surveillants préposés au chauffage, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux constables et aux gardiens.

Les employés habituellement obligés de travailler les jours de fête et les dimanches ont droit à un jour de congé durant la semaine comme compensation pour ce travail. Toutefois, si ces employés doivent travailler pendant ledit jour de congé, le travail ainsi exécuté est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c.—Advenant le cas où un jour qui doit être observé, en vertu de la loi ou du présent décret, comme l'un des jours fériés mentionnés au paragraphe "b" du présent article tombe un dimanche, le travail exécuté ce jour-là doit être payé au taux de salaire déterminé audit paragraphe "b".

d.—Les employés payés à la pièce travaillant les dimanches et les jours de fête doivent être payés au double du montant à la pièce.

VII.—*Retenues sur salaire*:—Les retenues sur les salaires, autres que celles prévues par la loi, par arrêté ministériel ou par les règlements du gouvernement, ne peuvent être faites que si une autorisation à cette fin a été signée par les employés.

VIII.—*Classement*:—a.—Le classement des employés, conformément à la classification établie dans le présent décret doit être effectué par l'employeur. Au cas de contestation relative à tout classement, l'employé intéressé a le droit de soumettre son cas à une réunion du comité qui décide si oui ou non cet employé est en droit d'exiger la classification qu'il croit mériter.

b.—Si un employé désire être versé d'un département à un autre, il doit soumettre une demande écrite à l'employeur à cet effet, et ce, en dehors

Power House, Heating System and Sprinkler Attendants, Police, Guards and Shell Shop employees; Power House, Heating System and Sprinkler Attendants shall be paid time and one half after fifty six hours have been worked in one week; Police and Guards after sixty hours have been worked in one week and Shell Shop employees after forty eight hours have been worked in one week. Piece work, however, shall be excluded from overtime rates excepting cases where employees who have worked the regular hours at piece work rate and are requested to work overtime at hourly rates, then such employees will be paid the regular overtime rate as stipulated.

b.—Any time worked on the following days shall be paid for at double time: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays. The period during which the double time rate applies shall be from 7 a.m. to 7 a.m. the following day. However, in connection with foundry employees, the period during which the double time rate shall apply shall be as arranged between the employer and the employees. The purpose for this being so that continuity of production in the Foundry Department can be carried out with the minimum of inconvenience. Furthermore, this does not apply to Power House, Heating System, Sprinkler Attendants, Police and Guards.

Employees whose work usually calls upon them to work statutory holidays and Sunday shall be given one day off during the week to compensate them for this time. If, however, these employees are called upon to work on their regular day off, this shall constitute overtime and they shall be paid time and one half their regular hourly rate.

c.—Any day declared by statute or by the present decree to be observed as one of the holidays mentioned in subsection "b" of the present section, in the event of any of them falling on Sunday, shall be paid for at the rate stipulated in the said subsection "b".

d.—Employees working on piece work on Sundays and legal holidays will be paid double their piece work earnings.

VII.—*Pay deductions*:—Deductions from wages, except those required by law, order in Council or Government regulations, shall be made only upon authority signed by the employees.

VIII.—*Rating*:—a.—The rating of the employees, in accordance with the classification of this decree, shall be done by the employer. In case of disagreement over rating the employee concerned shall have the right to state his case at a meeting of the committee which will decide if or not a man is entitled to show his ability to qualify for the classification which he believes he deserves.

b.—In the event of an employee wishing to transfer from one Department to another, he may file with the employer on his own time, an

de ses heures de travail. Il lui est permis d'en discuter avec le contrôleur, le contremaître ou le chef du département. Si le dossier de cet employé justifie un tel changement, s'il a la compétence requise et s'il y a une vacance dans le département dans lequel il désire être versé, son cas doit être étudié à fond avant qu'on considère l'embauchage d'un nouvel employé. Cependant, un employé qui est ainsi versé, à sa demande, dans un autre département, perd tout droit d'ancienneté qu'il a pu accumuler dans le département où il travaillait avant sa permutation.

IX.—Coopération:—Toutes les parties à la convention s'engagent à collaborer étroitement en vue d'assurer aux usines de l'employeur une production continue et un plein rendement.

X.—Vacances payées:—Les vacances payées sont accordées selon les règlements établis par l'employeur; une copie de ces règlements doit être affichée dans les usines.

XI.—Nature de l'emploi:—Lorsque les taux du travail à la pièce sont définitivement établis, ils doivent demeurer en vigueur à moins qu'un changement d'outillage ou de fonctionnement ne justifie une modification de taux. Lorsque les taux de travail à la pièce sont modifiés, les employés concernés doivent être avisés de la date et de la raison de tel changement.

XII.—Permis d'absence:—L'employeur peut accorder à un employé un permis d'absence non payée jusqu'au maximum de soixante (60) jours si une raison suffisante est fournie.

XIII.—Paiement des salaires:—a.—Les salaires doivent être payés avant-midi, chaque jour de paye, dans les deux usines.

b.—La cédule des taux de salaires est la suivante pour chacune des différentes classifications de salariés ci-après mentionnées:

QUALIFICATIONS REQUISES DANS LES CLASSES ET GRADES SUIVANTS

Classe "A":—comprend tout employé qui est très expérimenté dans le travail requis par sa classification particulière et qui peut en exécuter les opérations avec un haut degré de précision, d'habileté et de productivité, sans direction et selon les dessins et devis requis si nécessaire.

Classe "B":—comprend tout employé qui est expérimenté dans le travail requis par sa classification et qui peut exécuter différentes opérations avec un haut degré de précision et d'habileté, mais qui n'a pas la productivité requise pour lui permettre de faire partie de la classe "A".

Classe "C":—comprend tout employé qui a une connaissance et une expérience limitées dans son travail, qui a besoin de direction et de surveillance et qui n'a pas la précision, l'habileté et la productivité requises pour lui permettre de faire partie d'une classification supérieure.

Grades:—les grades sont donnés en tenant compte des années de service, de l'habileté, de la ponctualité et des besoins des départements:

Grade 1:—comprend tout employé qui possède au moins trois ans d'expérience et qui peut exécuter son travail avec précision, efficacité et sûreté tout en requérant un minimum de direction.

Grade 2:—comprend tout employé qui possède au moins un an d'expérience et dont l'habileté de

application pour such transfer. He may also confer with his Supervisor, Foreman or Head of department concerning his desire. If the employee's record merits such a change and he has the necessary qualifications, and there is a position open in the department into which he wishes to be transferred, full consideration shall be given to said employee before a new employee is hired to fill the vacancy. It is understood that any employee who is transferred at his own request to another department will only accumulate seniority status in the department to which he has transferred, and cannot claim seniority in the department from which he transferred.

IX.—Co-operation:—All parties to this agreement hereby commit themselves to the fullest co-operation with the object of maintaining efficient and uninterrupted production in the Turcot & Dominion Plants of the Company.

X.—Holidays with pay:—Vacations will be granted in accordance with established Company policy; copy of such policy to be posted in Shops.

XI.—Nature of employment:—When piece work prices have been definitely established, they shall remain in effect unless change of equipment or medium of operation justifies revision. In any case of change of piece work rates, employees affected will be advised of date of change and reason of change.

XII.—Leave of absence:—The employer may grant a leave of absence without pay to any employee requesting same for good and sufficient reason, to a maximum of sixty days without loss of seniority.

XIII.—Payment of wages:—a.—Wages shall be paid at both plants before noon hour of every pay day.

b.—The Range of Wages Rates shall be the following for each one of the several classifications hereinafter specified.

QUALIFICATIONS NECESSARY FOR CLASSIFIED & GRADED OCCUPATIONS

Class "A":—An employee who is thoroughly experienced in the work of his specific classification and can perform any operation pertaining to his classification with a high degree of accuracy, productivity and skill without direction from others and can work directly from drawings and or specifications if his occupation calls for same.

Class "B":—An employee who is experienced in the work of his classification and can undertake any type of moderately difficult work with a high degree of accuracy and skill, but has not the productivity to warrant a class "A" degree.

Class "C":—An employee with a limited amount of knowledge and experience in his work and requires direction and supervision and has not the accuracy, productivity and skill to warrant being graded upward.

Graded occupations:—Grading will be done in accordance with length of service, ability, punctuality and department requirements:

Grade 1:—An employee who has had at least three years experience in the occupation and can perform his duties with accuracy, efficiency, reliability and a minimum of direction.

Grade 2:—An employee who has had at least one year experience in the occupation and whose

productivité est suffisante pour lui garantir ce grade. production ability is such as to warrant the grade.

Grade 3: — comprend tout employé qui a moins d'un an d'expérience.

"Improver": désigne l'employé qui a acquis une certaine expérience mais qui a besoin d'une direction et d'une surveillance étroite et qui n'a pas les connaissances et l'habileté requises pour lui permettre d'être placé dans la classe "C".

Elève: — désigne l'employé qui a au moins trois mois d'expérience et qui a acquis assez de connaissances et d'habileté pour exécuter une opération ne requérant qu'une demi-habileté et exigeant une direction immédiate.

Aide: — désigne l'employé qui est assigné à une classification définie en rapport avec la fabrication d'un produit, qui doit travailler sous direction immédiate et qui n'a pas l'habileté requise pour pouvoir être placé dans une classification régulière de métier.

Manoeuvre: — (général) désigne tout employé qui exécute un travail non classifié ou défini reconnu comme travail général, tel que le déplacement et le transport du matériel, le chargement et le déchargement des wagons ou autres travaux divers requis.

Grade 3: — An employee who has had less than one year experience.

Improver: — An employee who has gained a certain amount of experience, but requires close direction and supervision and has not acquired sufficient knowledge and skill to warrant a Class "C" degree.

Learner: — An employee who has had at least three months experience and has gained sufficient knowledge and ability to work in a semi-skilled occupation in his department under direct supervision.

Helper: — An employee who is assigned to a defined classification in connection with the actual production of the product, under direct supervision and who has insufficient ability to warrant being classified in a regular trade occupation.

Labourer: — (General) Comprises workers in any department not otherwise specifically classified and defined and accepted as general or common labourers, such as those moving or handling materials, loading or unloading cars, or performing any other miscellaneous work as directed.

USINE TURCOT — TURCOT WORKS

USINE TURCOT — TURCOT WORKS		Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
CLASSIFICATION — CLASSIFICATION		A	B	C	1	2	3	
DÉPT. DES BOULONS ET ÉCROUS — BOLT & NUT DEPT.								
Faiseur de boulons et écrous — Bolt & Nut Maker.								\$0.85
Fileteur de boulons — Bolt Threading Mach. Oper.	\$0.70	\$0.65						
Ajusteur de matrices — Die Setter	0.85	0.80						
Chauffeur — Heater.								0.65
Aide — Helper.								0.60
Fileteur d'écrous — Nut Tapper					\$0.60	\$0.55		
Faiseur de rivets — Rivet Maker	0.85	0.80	\$0.75					
Cisailleur — Shear Man					0.70	0.65		
Peseur âgé de moins de 18 ans — Scale Oper., under 18 years of age								0.42
Peseur âgé de 18 ans ou plus — Scale Oper., over 18 years of age								0.47
DÉPT. DE L'ÉBÉNISTERIE — CABINET SHOP								
Ébéniste, chef de groupe — Cabinet Maker Leader.								0.95
Ébéniste — Cabinet Maker	0.90	0.85	0.80					
"Improver" — Improver.								0.76
Elève — Learner.								0.70
Aide — Helper.								0.50
Pressier "presse à colle" — Glue-Press Operator.								0.70
Assistant pressier "presse à colle" — Glue-Press Operator Asst								0.65
MOULIN POUR ÉBÉNISTE ET COURS A BOIS — CA- BINET MILL & LUMBER YARD								
Chef de groupe — Leader								0.90
Mécanicien de machine, moulin à bois — Machine Oper. Wood Mill.	0.85	0.80	0.75					
Mécanicien de machine "Improver" — Machine Oper. Improver.								0.65
Mécanicien de monte-charge — Elevators Operator.								0.60
Mécanicien de machine, moulin à bois pour fret — Machine Oper. Freight Mill Woodwork.	0.80	0.75	0.70					
Mécanicien de machine, moulin à bois pour fret "improver" — Machine Oper. Freight Mill Woodwork Impr.								0.65
COUR A BOIS — LUMBER YARD								
Inspecteur à bois — Inspector Lumber.	0.75	0.70	0.65					

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Asst.-chef inspecteur — Assistant Chief Inspector.							0.80
Étiqueteur — Tally Man							0.60
Préposé à la chaufferie — Kiln Attendant	0.90	0.70	0.65				
MOULIN A BOIS POUR FRET — FREIGHT WOOD MILL							
Aide-mécanicien de machine (spécial) — Machine Oper. Helper (Special).							0.60
Aide-mécanicien de machines (général) — Machine Oper. Helper (General)							0.55
CHAMBRE DES OUTILS — TOOLROOM							
Limeur de scie — Saw Filer	0.85	0.80	0.75				
Limeur de scie "improver" — Saw Filer-Improver.							0.70
Manœuvre (cours) — Labourer (Outside)							0.58
DÉPT. DE LA CANTINE — CANTEEN DEPT.							
Vérificateur — Checker							0.59
Caissière — Cashier Girl				0.54	0.51		
Prépareuse de salade — Salad woman				0.47	0.41		
Fille de comptoir — Counter Girl				0.47	0.41		
Prépareuse de sandwich — Sandwich Girl				0.47	0.41		
DÉPT. DE L'ÉLECTRICITÉ — ELECTRICAL DEPT.							
Préposé aux grues — Crane Operator.	0.78	0.74					
Electricien, chef de groupe (production) — Electrician Leader (Production)							1.00
Electricien, chef de groupe (entretien) — Electrician Leader (Maintenance).							0.95
Electricien — Electrician	0.90	0.85	0.80				
Aide-électricien — Electrician's Helper.				0.65	0.60		
FONDERIE — FOUNDRY							
Mouleur de roues, chef de groupe — Leading Wheelmaker.							0.95
Mouleur de roues — Wheelmaker							0.70
Mouleur de roues, aide — Wheelmaker, Helper.							0.65
Mouleur et faiseur de noyaux, chef de groupe — Coremakers and Moulders, Leader							1.00
Mouleur et faiseur de noyaux — Coremaker and Moulder	0.95	0.90	0.85				
Mouleur et faiseur de noyaux "improver" — Coremaker and Moulder, Improver.							0.80
Mouleur et faiseur de noyaux, élève — Coremaker and Moulder Learner							0.75
Mouleur et faiseur de noyaux, débutant — Coremaker and Moulder Beginner.							0.70
Rouleur de roues, chef de groupe — Leading Wheel Rollers							0.80
Rouleur de roues — Wheel Roller.				0.75	0.70	0.65	
Réparateur — Repairman.				0.80	0.75	0.70	
Préposé au cubilot — Cupola Operator.	0.85	0.80					
Préposé au cubilot, aide — Cupola Helper.				0.70	0.65		
Mécanicien, perceuse de roues Operator, Boring Mill							0.70
Préposé à la sableuse — Operator, Sandblast Machine.				0.70	0.65		
Préposé au polissage des filets, polisseuse — Operator, Tread Grinder				0.80	0.75	0.70	
Préposé au mélangeur de sable — Operator, Sand Mullers				0.75	0.70	0.65	
Préposé à la machine à casser en morceaux — Operator — Scrap Breaker.				0.70	0.65		
Préposé à la machine à éprouver les échantillons — Operator, Preparation of Testing Samples.				0.80	0.75	0.70	
Homme d'entretien de l'équipement des roues — Maintenance Man on Wheel Making Equip.				0.75	0.70	0.65	
Nettoyeur au ciseau, polisseur à la meule — Fettler (Chipper, Grinder)	0.75	0.70					
Classeur du matériel (cubilot) — Material Grade (Cupola).				0.85	0.80	0.75	

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Fabricateur de cadres — Flask Maker.....	0.80	0.75					
Preposé aux grues (Fonderie) — Foundry Crane Operators.....	0.78	0.74					
Chef de groupe, aide et manœuvre — Leading Hand (Helper and Labourer).....							0.80
Aide, spécial — Helper Special.....							0.65
Aide, général — Helper General.....							0.62
Manœuvre — Labourer.....							0.59
Vérificateur — Checker.....				0.75	0.70	0.65	
Asst.-Inspecteur — Asst. Inspector.....				0.75	0.70		
ASSEMBLAGE DES WAGONS A MARCHANDISES — FREIGHT CAR ASSEMBLY							
Accoteur de rivets — Bucker.....							0.75
Nettoyeur au ciseau — Chipper.....				0.70	0.65		
Constructeur de wagons — Car Builder.....							0.75
Constructeur de caisses et emballeurs — Crater and Paker.....	0.80	0.75					
Tireur de wagons — Car Hauler.....							0.65
Manœuvre — Labourer.....							0.55
Chauffeur de rivets — Rivet Heater.....							0.65
Riveteur et calfat — Rivetter & Caulker.....	0.90	0.85					
Placeur de rivets — Sticker.....							0.65
Chaineur — Slinger.....							0.65
Soudeur — Welder.....	0.95	0.90	0.80				
Brûleur — Burner.....	0.80	0.75					
MAGASIN GÉNÉRAL — GENERAL STORES							
Preposé au magasin — Storemen.....				0.80	0.75	0.70	
Vérificateur — Checker.....				0.75	0.70	0.65	
Vérificateur (débutant) — Checker (beginner)....							0.60
Chauffeur de camion — Truck Driver.....				0.70	0.65		
Manœuvre (en dehors) — Labourer (Outside)....							0.58
Manœuvre (en dedans) — Labourer (Inside).....							0.55
DÉPT. DES MANOEUVRES — LABOUR DEPT.							
Chef de groupe, préposé à la grue (cours) — Crane Follower Leader (Yard).....							0.65
Preposé à la grue (cours) — Crane Follower (Yard)							0.63
Charretier — Carter.....							0.58
Concierge — Janitor.....							0.58
Chauffeur de camionnette électrique — Electric Truck Driver.....							0.60
Manœuvre, âgé de moins de 18 ans — Labourer Under 18 years of age.....							0.42
Manœuvre, âgé de 18 ans ou plus (cours) — Labou- rer Over 18 years of age (Outside).....							0.58
Manœuvre, âgé de 18 ans ou plus (intérieur) — La- bourer Over 18 years of age (Inside).....							0.55
Manœuvre, chef de groupe (cours — Labourer Leader (Yard).....							0.65
Balayeur — Sweeper.....							0.55
Baleyeur (incapacité) — Sweeper Handicaped)...							0.50
Chauffeur d'autochenille — Tractor Operator.....							0.65
Chauffeur d'autochenille, aide — Tractor Operator, Helper.....							0.60
DÉPT. DES MACHINES — MACHINE SHOP							
Preposé au magasin — Storeman.....							0.75
Asst.-preposé au magasin — Storeman Asst.....							0.65
Spécialiste à banc — Car Bench Specialist.....	0.80	0.75	0.70				
Faiseur de matrices — Die Maker.....							1.05
Aide — Helper.....							0.60
Preposé à la prévention des accidents — Safety First Man.....							0.85
Foreur — Drill Operator.....							0.70
Foreur (foreuse radiale) — Radial Drill Operator..							0.75
Machiniste — Machinist.....	0.95	0.90	0.85				
Machiniste spécialiste — Machine Specialist.....							0.80
Faiseur d'outils — Toll Maker.....							1.00

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION

	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Apprenti, 1ère année — Apprentice, First Year . . .							0.45
Apprenti, 2e année — Apprentice, Second Year . .							0.52
Apprenti, 3e année — Apprentice, Third Year . .							0.65
Apprenti, 4e année — Apprentice, Fourth Year . .							0.75
Apprenti, 5e année — Apprentice, Fifth Year . .							0.85
Soudeur — Welder	0.95	0.90	0.80				
Brûleur — Burner	0.80	0.75					

DÉPT. DES MODÈLES EN MÉTAL — METAL PAT-
TERN SHOP

Faiseur de patrons — Pattern Maker	1.00	0.95	0.90				
Faiseur de patrons "improver" — Pattern Maker Improver							0.85
Préposé au magasin — Storekeeper							0.80
Asst-préposé au magasin — Storekeeper Asst							0.75
Préposé au magasin — Storekeeper				0.60	0.55		
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year							0.40
Apprenti, 2e année — Apprentice, 2nd year						0.45	0.50
Apprenti, 3e année — Apprentice, 3rd year						0.55	0.60
Apprenti, 4e année — Apprentice, 4th year						0.65	0.75

DÉPT. DE L'ENTRETIEN DE LA MACHINERIE —
MILLWRIGHTS

Préposé aux courroies — Beltman							0.85
Charpentier — Carpenter	0.90	0.80					
Ingénieur, grue de la cours — Engineer, Yard Crane							0.88
Charpentier, chef de groupe — Carpenter Leader . .							1.00
Charpentier, sous-chef de groupe — Carpenter Leader (Acting)							0.95
Finisseur de ciment — Cement Finisher							0.75
Réparateur de fournaies — Furnace Repairman . .	0.80	0.75	0.70				
Constructeur de fournaies — Furnace Builder . . .							0.90
Manœuvre sur la construction — Labourer on Construction Work							0.69
Préposé à l'entretien des machines — Millwright . .	0.95	0.90	0.85				
Aide-préposé à l'entretien des machines — Mill- wright Helper				0.70	0.65	0.60	
Huileur "A" (général) — Oiler "A" general							0.80
Huileur "B" (fonderie) — Oilers "B" (Foundry) . .							0.75
Surveillant des arroseurs automatiques — Sprinkler Attendant							0.70
Redresseurs de roues "Emery" — Emery Wheel Dresser							0.75
Soudeur — Welder	0.95	0.90	0.80				
Brûleur — Burner	0.80	0.75					

DÉPT. MURPHY END — MURPHY END DEPT.

Chauffeur de fournaies — Furnace Heater							0.80
Marqueur — Marker							0.70
Préposé aux presses — Press Operator							0.80
Poinçonneur et cisailleur — Punch & Shear Ope- rator							0.70
Pressier — Pressman							0.70

DÉPT. DE LA PEINTURE — PAINT DEPARTMENT

Peintre au bain — Dipper				0.70	0.65		
Applicateur de peinture au couteau — Glazier . . .				0.80	0.75		
Lettreur — Letterer				0.90	0.85		
Peintre et vernisseur — Painter & Varnisher	0.80	0.75	0.70				
Polisseur à pierre ponce — Rubber down				0.70	0.65		
Préposé au magasin — Storeman							0.85
Aide-préposé au magasin — Storeman Helper							0.70
Peintre au pistolet, wagons à passagers — Sprayer, Pass. Cars	0.90	0.85	0.80				
Peintre au pistolet, wagons à marchandises — Sprayer, Freight Cars	0.80	0.75	0.70				
Peintre au pochoir — Stenciler	0.75	0.70					

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
ASSEMBLAGE DE WAGONS A PASSAGERS — PAS- SENGER CAR ASSEMBLY							
Finiisseur d'intérieur et coupeur — Inside Finisher and Trimmer.	0.90	0.85	0.80				
Finiisseur d'intérieur et coupeur "improver" — Inside Finisher and Trimmer Improver							0.75
Préposé au matériel — Material Chaser.				0.75	0.70	0.65	
Employé en charge de la chambre aux outils — Toolroom Charge Hand.							0.95
Préposé à la chambre aux outils — Toolroom At- tendant.				0.85	0.75		
Préposé au magasin — Storeroom Attendant				0.80	0.75	0.70	
Aide — Helper.				0.65	0.60		
Soudeur — Welder	0.95	0.90	0.80				
Brûleur — Burner.	0.80	0.75					
DÉPT. DES POSEURS DE TUYAUX — PIPE FITT- ING DEPARTMENT							
Plombier, poseur de tuyaux — Plumber & Steam Fitter	0.95	0.90	0.80				
Préposé à l'entretien du système de chauffage — Maintenance Man, Heating System							0.80
Aide — Helper.				0.70	0.60		
CENTRALE — POWER HOUSE							
Réparateur de bouilloire — Boiler Repair Man. . .							0.82
Aide-réparateur de bouilloire — Boiler Repair Man, Helper.							0.64
Aide au chauffage — Coal Trimmer							0.60
Mécanicien, Asst. en charge — Engineman, Acting Asst.							0.82
Mécanicien, 2e classe — Engineman, Second Class.							0.79
Mécanicien, 3e classe — Engineman, Third Class. .							0.69
Mécanicien, pompe hydraulique — Engineman, Hydraulic Pump.							0.76
Chauffeur, chef de groupe — Firemen Leader. . . .							0.67
Chauffeur — Fireman							0.65
DÉPT. DE LA SURETÉ — SECURITY DEPARTMENT							
Asst. Chef — Deputy Chief							0.73
Sergent — Sergeant							0.70
Caporal — Corporal.							0.66
Constable — Constable							0.63
Constable, stagiaire (3 mois) — Constable, Proba- tionary (3 months).							0.61
DÉPT. DES OBUS — SHELL DEPARTMENT							
Préposé au refroidissement des obus — Cooler Bin Hand.							0.70
Préposé aux tours à couper — Cutoff Operator. . .							0.75
Préposé aux tours à couper (aide) — Cutoff Helper.							0.65
Chef de groupe des aides — Helper Leader.							0.70
Inspecteur — Inspector.				0.75	0.70		
Pressier — Pressman							0.75
Préposé à la presse — Press Operator.							0.85
Préposé à la machine à sabler — Sandblast Ope- rator							0.80
Préposé au banc de cercles — Draw Bench Rings Attendant.							0.70
Chargeur de fournaies — Furnace Charge							0.80
Chauffeur de fournaies — Furnace Heater.							0.80
DÉPT. DES RESSORTS ET DE LA FORGE — SPRING & FORGE DEPT.							
Forgeron, chef de groupe — Blacksmith Leader. . .							1.00
Forgeron — Blacksmith.	0.85	0.80	0.75				
Préposé à la presse horizontale — Bulldozer Ope- rator	0.65	0.60					
Aide-forgeron — Blacksmith Helper							0.70

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Assembleur-Accouplement "miner" — Miner Draft Gear Assembler.							0.95
Assembleur-Accouplement ordinaire — Ordinary Draft Gear Assembler.							0.70
Faiseur de ressorts — Coil Spring Maker.							0.70
Préposé à la machine à éprouver les ressorts — Coiling Machine Operator Tester.	0.75	0.70					
Faiseur de ressorts éliptiques — Elliptic Spring Maker.	0.75	0.65					
Préposé aux fournaies — Furnace Attendant.							0.70
Aide (général) — Helper (General)							0.65
Equipe à éprouver la température des ressorts — Heat-Testing Spring Equip.							0.70
Manœuvre — Labourer.							0.58
Poinçonneur et cisailleur — Punch & Shear Operator.	0.70	0.65					
Polisseur à la meule sur ressorts — Spring Grinder.							0.70
Formeur de bouts de ressorts — Taper Machine Operator.	0.75	0.70					
Préposé à la machine à éprouver — Testing Machine Operator.							0.70
DÉPT. DE LA CIRCULATION — SWITCHING AND TRAFFIC							
Serre-freins — Brakeman.							0.80
Conducteur — Conductor.							0.88
Ingénieur (locomotive) — Engineer (locomotive) ..							0.88
Chauffeur — Fireman.							0.75
Préposé à l'entretien de la locomotive — Hostler. .							0.75
Aiguilleur — Switchman.							0.80
Chef de groupe des préposés de la voie — Track gang leader.							0.70
Préposé à l'entretien de la voie — Track Man							0.60
DÉPT. DE LA FERBLANTERIE — TINSMITH DEPARTMENT							
Chef de groupe — Leader.							0.90
Ferblantier — Tinsmith.	0.85	0.80	0.75				
Ajusteur de matrices — Die Setter.				0.80	0.75		
Mécanicien de machines — Machine Operator				0.75	0.70	0.65	
Soudeur — Welder.	0.95	0.90	0.80				
Brûleur — Burners.	0.80	0.75					
DÉPT. DES GABARITS — TEMPLATE DEPARTMENT							
Faiseur de gabarits — Template Maker.	1.00	0.90	0.85				
Faiseur de gabarits "improver" — Template Maker Improver.							0.80
Faiseur de gabarits, élève — Template Maker Learner.							0.75
DÉPT. DES REMBOUREURS — UPHOLSTERING DEPARTMENT							
Chef de groupe — Leader.							0.90
Rembourseur — Upholsterer.							0.85
Rembourseur — Upholsterer.				0.80	0.75	0.70	
Aide — Helper.							0.60
USINE DOMINION — DOMINION WORKS							
DÉPT. DES APPUIS DE WAGONS (BOLSTER) — BOLSTER SHOP							
Riveur — Rivetter.							0.85
Constructeur d'appui — Bolster Builder.							0.85
Monteur de freins — Brake Beam Builder.							0.75
Assembleur — Assembler.							0.65
Préposé au tour — Lathe Hand.							0.75
Cisailleur spécial — Shear Man, Special.							0.75
ACCOUPLEMENT (CARDWELL) — CARDWELL DRAFT GEAR							
Constructeur d'engrenage — Gear Builder.							0.65
Manœuvre — Labourer.							0.58

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
DÉPT. DES MATRICES — DIE SHOP							
Vérificateur de matrices et de mesures — Die Checker & Gauge Maker.							1.10
Finisseur de matrices — Die Finisher							1.15
Ajusteurs de matrices — Die Sinker							1.10
Mécanicien de scie double — Dual Saw Operator. .							0.70
VOIE DE CONSTRUCTION — ERECTION TRACK							
Riveur — Rivetter							0.85
Accoteur de rivets — Bucker							0.75
Placeur de rivets — Sticker.							0.65
Aléreur — Reamer							0.65
Chauffeur — Heater.							0.65
Nettoyeur au ciseau — Chipper.							0.70
Assembleur — Assembler							0.65
Calfat — Caulker							0.85
Polisseur (meule portative) — Portable Grinder. .							0.70
Peintre au pistolet — Sprayman							0.75
DÉPT. DE LA FORGE — FORGE SHOP							
Forgeron — Blacksmith.	1.00	0.95	0.85				
Aide-forgeron — Blacksmith Helper							0.65
Préposé au marteau Bradley — Bradley Hammer Operator.	0.85	0.80	0.75				
Chauffeur de fournaies — Furnace Heater.							0.65
Aide — Helper.							0.65
Polisseur à la meule — Grinder							0.65
Étampeur — Stamper							0.65
Cisailleur — Shear Operator.							0.70
Préposé au marteau pilon — Drop Hammer Operator							0.85
Préposé au marteau à forger — Forging Hammer Operator.							0.95
Homme préposé au marteau — Hammer Man.							0.65
Garçon préposé au marteau — Hammer Boy							0.55
Mécanicien de toute autre machine — All other Machine Operator.							0.75
Préposé à la trempe des outils — Tool Hardener. .							1.05
Inspecteur — Inspector.				0.79	0.70	0.65	
Inspecteur, chef de groupe — Leader Inspector. . .							0.90
DÉPT. DES MANOEUVRES — LABOUR DEPT.							
Ingénieur sur la grue — Derrick Engineer							0.85
Chef de groupe sur la grue — Head Crane Follower							0.65
Aide sur la grue — Crane Follower.							0.62
Chauffeur d'autochenille — Tractor Driver.							0.70
Châneur, chef de groupe — Slinger Leader.							0.70
Châneur — Slinger							0.65
Manœuvre, chef de groupe — Labour Leader.							0.70
Manœuvre — Labourer.							0.58
Sableurs avec boyau — Sandblast Hose Man							0.85
Mécanicien de machine à sabler — Sandblast Machine Operator.							0.65
Sableur et souffleur — Sand Blaster							0.65
Préposé au matériel — Material Chaser.				0.75	0.70	0.65	
DÉPT. DES MACHINES — MACHINE SHOP							
Machiniste — Machinist.	1.00	0.90					
Préposé au tour — Lathe Hand.	0.95	0.90	0.85				
Préposé à la machine de formes — Shaper Hand . .	0.85	0.80	0.75				
Préposé aux perceuses — Boring Mill Operator . .							0.90
Préposé aux machines à clefs — Slotting Machine Operator.	0.95	0.90					
Foreur — Drill Operator.				0.80	0.75		
Foreur, foreuses radiales — Radial Drill Operator.							0.80
Préposé au banc — Bench Hand	0.95	0.85					
Aide pouvant travailler sur les machines — Helper-Can run Machines				0.70	0.65		
DÉPT. DES MAÎTRES MÉCANICIENS — MASTER MECHANIC'S DEPARTMENT							
Préposé aux courroies et huileur — Beltman & Oiler							0.82

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Préposé à l'entretien de la machinerie — Millwright	0.87	0.82					
Poseur de tuyaux — Steamfitter							0.90
Charpentier — Carpenter							0.87
Electricien — Electrician	0.90	0.81					
Apprenti-électricien — Electrician-Apprentice							0.48
Préposé aux grues — Crane Operator							0.75
Préposé à la pompe hydraulique — Hydraulic Pump							
Attendant							0.76
Chef de groupe du système hydraulique — Hydraul-							
ic System Leader							1.01
Surveillant des arroseurs automatiques — Sprin-							
kler Attendant							0.70
Surveillant du système de chauffage — Heating							
System Attendant							0.71
Aide — Helper				0.71	0.64	0.59	
Ingénieur de la centrale — Power House Engineer							0.78
Chauffeur — Fireman							0.65
Aide au chauffage — Trimmer							0.58
Nettoyeur — Cleaner							0.57
Constructeur de fournaies — Furnace Builder							0.92
Aide-constructeur de fournaies — Furnace Build-							
er Helper				0.80	0.70		
Préposé à la prévention des accidents — Safety				0.90	0.80		
First man							
DÉPT. DES POINCONNEUSES ET CISAILLES —							
PUNCH SHEAR & PRESS							
Redresseur en charge — Straitghtening i'c.							0.75
Mécanicien — Operator							0.70
Aide — Helper							0.60
Chauffeur — Heater							0.65
Marqueur — Marker							0.70
Polisseur à la meule — Grinder							0.65
Préposé aux gabarits — Template Chaser							0.60
MAGASIN — STORES DEPARTMENT							
Préposé au magasin — Storeman				0.80	0.75	0.70	
Vérificateur — Checker				0.75	0.70	0.65	
Vérificateur (débutant) — Checker (beginner)							0.60
DÉPT. DE LA SURETÉ — SECURITY DEPARTMENT							
Asst.-Chef — Deputy Chief							0.73
Sergent — Sergeant							0.70
Caporal — Corporal							0.66
Constable — Constable							0.63
Constable stagiaire (3 mois) — Constable, Proba-							
tionary (3 months)							0.61
DÉPT. DES GABARITS — TEMPLATE SHOP							
Faiseur de gabarits — Template Maker	1.00	0.90					
DÉPT. DE LA CIRCULATION — TRAFFIC							
Chef de groupe préposé à la voie — Track Gang							
Leader							0.70
Préposé à l'entretien de la voie — Trackman							0.60
DÉPT. DES "BOOGGIES" — TRUCK SHOP							
Assembleur des "booggies" — Truck Assembler							0.65
Tourneur d'essieux — Axle Turner				0.75	0.65		
Mécanicien de presse à roues — Wheel Press Ope-							
ator							0.65
Perceur de roues — Wheel Borer							0.65
Rouleur de roues — Wheel Roller							0.65
Polisseur d'essieux — Axle Polisher							0.65
Paqueteur des boîtes à essieux — Waste Packer							0.65
Foreur — Drill Operator							0.65
DÉPT. DE LA SOUDURE — WELDING DEPARTMENT							
Soudeur à l'électricité — Electric Welder	0.90	0.85	0.75				
Brûleur — Burner		0.75	0.65				
Assembleur — Assembler							0.65

CLASSIFICATION — CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
DÉPT. DE LA CANTINE — CANTEEN DEPT.							
Vérificateur — Checker							0.59
Caissière — Cashier Girl					0.54	0.51	
Prépareuse de salade — Salad Woman.					0.47	0.41	
Fille de omptoir — Counter Girl					0.47	0.41	
Prépareuse de sandwich — Sandwich Girl					0.47	0.41	

XIV.— *Durée du décret*: — Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1946. Il demeurera en vigueur pendant une autre période d'une année après cette date, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, le ou avant le premier mars 1946.

A. MORISSET.

9413-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETE EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1925

Québec, le 24 mai 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et ses amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal, soit prolongé jusqu'au 7 juin 1946.

A. MORISSET.

9428-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETE EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1922

Québec, le 24 mai 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par la "Packinghouse, Butchers and Allied Food Workers Union of Canada", à l'effet de modifier le décret numéro 1658, du 17 mai 1944, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon, de façon à enlever des parties contractantes le nom de l'Union Fédérale des Bouchers et Coupeurs de viande, local numéro 77;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 7 avril 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

XIV.— *Duration of the decree*: — The present decree shall become affective from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in full force and effect until March 1st, 1946, and thereafter shall remain binding for a further period of one year, unless either party hereto shall, on or before March 1st, 1946, have given the other signatory, notice in writing, of the termination of the agreement.

A. MORISSET.

9413-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1925

Quebec, May 24, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the duration of the decree relating to the ladies' hairdresser trade in the Island of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree, number 1343, of May 29, 1941, and its amendments, relating to the ladies' hairdresser trade in the Island of Montreal, be extended until June 7, 1946.

A. MORISSET.

9428-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1922

Quebec, May 24, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the food products retail trade in the cities of Québec and Lévis and the town of Québec-West and Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Packinghouse, Butchers and Allied Food Workers Union of Canada for the purpose of amending the decree number 1658 of May 17, 1944, relating to the food products retail trade in the cities of Québec and Lévis and the towns of Québec-West and Lauzon, so as to strike off from the names of the contracting parties that of "L'Union fédérale des Bouchers et Coupeurs de Viande, Local number 77";

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 7, 1945;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, dans ledit décret numéro 1658, le paragraphe apparaissant immédiatement avant l'article I, relativement à l'adhésion de l'Union Fédérale des Bouchers et Coupeurs de viande, local numéro 77, soit radié.

A. MORISSET,
9425-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1924

Québec, le 24 mai 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la peinture.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la peinture, rendue obligatoire par le décret numéro 1464, du 17 juin 1942 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mars 1945;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail a approuvé les dispositions de ladite requête et a ordonné aux employeurs régis par le décret de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 1er mai 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1464 soit modifié de la façon suivante:

L'article VIII-A suivant est ajouté:

"VIII-A.— Les salariés doivent être rémunérés pour les deux jours de fête chômés suivants: Le Premier de l'An et le jour de Noël, à condition qu'ils travaillent le premier jour ouvrable suivant ces dites fêtes, à moins d'empêchement par la maladie.

La rémunération doit être basée sur la journée régulière de travail de chaque salarié, exception faite du travail supplémentaire."

A. MORISSET,
9427-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1923

Québec, le 24 mai 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), le Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 987, du 24 avril 1941, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, in the said decree, number 1658, the paragraph immediately preceding section I and respecting the adhesion of "L'Union fédérale des Bouchers et Coupeurs de Viande, Local number 77", be deleted.

A. MORISSET,
9425-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1924

Quebec, May 24, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the paint industry.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paint industry, rendered obligatory by the decree number 1464, of June 17, 1942, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of March 3 1945;

WHEREAS an objection has been made against its approval and has been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of May 1st, 1945, has approved the provisions of the said request and has ordained that every employer governed by the decree should abide by them;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1464, be amended in the following manner:

The following section VIII-A is added:

"VIII-A.— Employees shall be paid for the following two observed holidays: New Year's Day and Christmas Day, provided they work the first working day following the said holidays, unless prevented from so doing by sickness.

Remuneration shall be based upon the regular working day of each employee, excluding overtime."

A. MORISSET,
9427-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1923

Quebec, May 24, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the printing trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 987, of April 24, 1941, relating to the printing trades in the district of Montreal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 10 mars 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 987 soit modifié de la façon suivante:

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article XVIII:

"*Dispositions spéciales:* — Le Comité paritaire peut exempter tout employeur ou tout salarié de l'application des articles X-f et XIV du présent décret lorsqu'il est prouvé, à sa satisfaction, que telles exemptions s'avèrent nécessaires en raison de la rareté de la main-d'œuvre. Il peut y avoir appel de la décision du Comité au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

9426-o

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1628

Québec, le 4 mai, 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT les règlements du Service de l'Assistance publique.

Vu le deuxième paragraphe de l'article vingt de la Loi d'assistance publique (chapitre 187, Statuts refondus de Québec 1941),

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Santé et du Bien-Etre Social:

QUE les règlements du Service de l'Assistance publique, ci-après récités, sont par les présentes adoptés et entrent en vigueur dès la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

RÈGLEMENTS DU SERVICE D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1.— Le tarif des institutions d'assistance publique adopté par le décret numéro 1425 du 12 avril 1945, est subordonné aux présents règlements.

2.— Les hôpitaux généraux sont payés au taux le plus élevé de leurs classes respectives, pour toute hospitalisation qui ne dépasse pas cent jours, et au taux subséquent pour chaque jour additionnel.

3.— La classe "E" ne s'applique qu'à l'accouchement des filles-mères. Les institutions ne peuvent être payées, si elle ne produisent les pièces justificatives exigées par le service d'assistance publique.

4.— La classe "F-1" ne comprend que les institutions dont le département de chirurgie est jugé suffisant par le Service d'assistance publique.

5.— Les hôpitaux de la classe "F-3" ne reçoivent le taux de cette classe que pour les hospitalisations qui ne dépassent pas quatorze jours.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

9433-o

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of March 10, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 987, be amended in the following manner:

The following paragraph is added at the end of section XVIII:

"*Special provisions:* — The Parity Committee may exempt any employer or employee from the operation of sections X-f and XIV of the present decree when it is satisfied that such exemptions are necessary due to the scarcity of labour. There may be an appeal to the Minister of Labour against the decision of the Committee."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

9426-o

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1628

Quebec, May 4th, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations of the Bureau of Public Charities.

Pursuant to the second paragraph of section twenty of the Public Charities Act (chapter 187, Revised Statutes of Quebec, 1941),

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Health and Social Welfare:

THAT the regulations of the Bureau of Public Charities, as hereinafter set forth, are hereby adopted and come into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

REGULATIONS OF THE BUREAU OF PUBLIC CHARITIES

1.— The rates for public charitable institutions adopted by Order Number 1425 of April 12th, 1945, are subject to the present regulations.

2.— General hospitals are paid the highest rates for their respective classes for all hospitalization not exceeding one hundred days, and a subsequent rate for each additional day.

3.— Class "E" applies only to the confinement of unmarried mothers. The institutions cannot be paid, unless they can produce the proofs exacted by the bureau of public charities.

4.— Class "F-1" comprises only those institutions whose surgical department is deemed adequate by the Bureau of public charities.

5.— Class "F-3" hospitals shall receive the rates of the said class only for hospitalization which does not exceed fourteen days.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

9433-o

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL WELFARE

DIVISION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE—PUBLIC CHARITIES DIVISION

Classification des Institutions d'Assistance Publique—Classification of Public Charitable Institutions

(Tarifs en vigueur à compter du 1er mai 1945) — (Rates in force as from the 1st of May, 1945)

O.C. 1425, 12 avril 1945 et O.C. 1866, 24 mai 1945.—

O.C. 1425, April 12th, 1945 and O.C. 1866, May 24th, 1945.

Classe — Class	"A"	Hôpitaux généraux — General Hospitals
	"A-1"	\$4.50
	"A-2"	\$3.75
	"A-3"	\$3.00
Classé — Class	"B"	Hôpitaux spéciaux — Special Hospitals
	"B-1"	\$2.01 — Convalescents, 50 jours — Convalescents, 50 days.
	"B-2"	\$1.50 — Convalescents, 50 jours subséquents — Convalescents 50 subsequent days.
	"B-3"	\$2.25 — Incurables avec traitement médical — Incurables with medical treatment.
	"B-4"	\$1.50 — Malades chroniques — Chronic patients.
Classe — Class	"C"	Hospices — Homes
	"C"	\$0.75 — Vieillards — The aged.
Classe — Class	"D"	Orphelinats (de 5 à 16 ans) — Orphages (from 5 to 16 years)
	"D-1"	\$1.05 — Orphelinats spéciaux, agricoles, industriels, etc. — Special orphanages, agricultural, industrial, etc.
	"D-2"	\$0.75 — Orphelinats ordinaires. — Ordinary orphanages.
Classe — Class	"E"	Maternité — Maternity
	"E"	\$3.00 — Pour 20 jours — For 20 days.
Classe — Class	"F"	Crèches (0 à 5 ans) — Crèches (0 to 5 years).
	"F-1"	\$3.00 — Bébés malades (interventions chirurgicales seulement) — Sick infants (surgical treatment only).
	"F-2"	\$1.14 — Crèches spécialisées — Special crèches.
	"F-3"	\$0.90 — Crèches ordinaires — Ordinary crèches.
Classe — Class	"G"	Garderies — Nurseries
	"G"	\$0.24
Classe — Class	"H"	Enfants infirmes — Infirm children
	"H"	\$1.50
Classe — Class	"I"	Epileptiques — Epileptics
	"I-1"	\$2.01 — Hôpital, 30 jours — Hospital, 30 days.
	"I-2"	\$1.50 — Autres cas — Other cases.
Classe — Class	"J"	Sanatoriums et hôpitaux pour tuberculeux — Sanatoria and Hospitals for consumptives.
	"J-1"	\$4.50 — Maximum de 50 lits (chirurgie thoracique) — Maximum of 50 beds (surgical thoracic).
	"J-2"	\$3.00 — Tuberculeux, première classe — First degree tuberculosis.
	"J-3"	\$2.01 — Tuberculeux — Tubercular cases.
Classe — Class	"K"	Institutions non hospitalisantes et organisations charitables — Non-hospitalization institutions and charitable organizations.
Classe — Class	"L"	Hôpitaux pour maladies mentales — Hospitals for mental cases
	"L-1"	\$228.00 par année — per annum.
	"L-2"	\$216.00 par année — per annum.
	"L-3"	\$200.00 par année — per annum.
	"L-4"	\$175.00 par année — per annum.
Classe — Class	"M"	Maladies contagieuses — Contagious diseases
	"M"	\$4.50.
Classe — Class	"N"	Hôpitaux spécialisés — Hospitals which specialize
	"N-1"	\$4.50 — 60 jours — 60 days.
	"N-2"	\$3.00 — 60 jours subséquents — 60 subsequent days.
	"N-3"	\$2.01 — Balance — Balance.
Classe — Class	"P"	Placement (enfants illégitimes) — Placing of illegitimate children.
	"P-1"	\$0.90 — Adoptions légales, 4 mois — Legal adoptions, 4 months.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
DEPARTMENT OF HEALTH AND SOCIAL WELFARE

DIVISION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE—PUBLIC CHARITIES' DIVISION

Liste des hôpitaux et institutions reconnues d'assistance publique, conformément aux dispositions de l'article 9, de la loi de l'assistance publique, S.R.Q. 1941, chapitre 187.— List of recognized public charitable hospitals and institutions, in accordance with the provisions of section 9, of the Public Charities Act, R.S.Q., 1941, chapter 187.

A compter du 1er mai 1945 — As from the 1st of May, 1945.

Ordres en Conseil No 1427, 12 avril 1945, et No 1627, 4 mai 1945 — Orders in Council No. 1427, April 12th, 1945 and No. 1627, May 4th, 1945.

94 — Assistance Maternelle	Québec	K
114 — Assistance Maternelle	Montréal	K
427 est, rue Sherbrooke street East		
117 — Assistance Maternelle et Goutte de Lait	Sherbrooke	K
197 — Association des Dames Charitables de Québec	Québec	K
238 — Assistance Publique	Montréal	K
460 est, rue Lagauchetière street East		
242 — Association du Bien-Etre de la Jeunesse Inc.	Montréal	K
6541, Boulevard St-Laurent — St. Lawrence Boulevard		
250 — Aide à la Femme Inc., (L')	Montréal	B3 (50 lits-beds), B4, C, D2, E, F1, F3
2375, rue Aird street		
263 — Asile de la Providence	Montréal	C
551 est, rue Ste-Catherine street East		
283 — Association Canadienne-Française des Aveugles	Montréal	K
900 est, rue Beaubien street East		
298 — Asile St-Vincent de Paul	Montréal	D2
980, rue Visitation street		
343 — Assistance Municipale	Montréal	K
Hôtel de Ville — City Hall		
345 — Association Catholique Internationale des Oeuvres de Protection de la Jeune Fille	Montréal	K
5168, rue Papineau street		
371 — Assistance Maternelle	Longueuil	K
379 — Association Catholique de l'Aide aux Infirmes (Les Etablissements N.-D.)	Montréal	12
4347, rue St-Denis street		
385 — Assistance Maternelle	Joliette	K
391 — Association Ambulancière St-Jean de Québec (La Brigade de L')	Québec	K
403 — Association de la Colonie de Vacances "Aux Bonnes Vacances"	Québec	K
424 — Assistance Maternelle	Mégantic	K
449 — Alexandra Hospital	Montréal	M
230 rue Charron street		
79 — Bishop Mountain Hall (ancien-former female Orphan Asylum)	Coaticook	D2
Box 147 (Cté Stanstead County)		
183 — Brome-Missisquoi Perkins Hospital (ancien-former Bedford General Hospital)	Sweetsburg	K
287 — Bien-Etre de l'Enfance	Sherbrooke	K
Casier 734 — Box 734		
296 — Buissonnets Inc., (Les)	Montréal	D2
171 ouest, rue Ste-Catherine street West		
327 — Barrie Memorial Hospital (Cté Châteauguay County)	Ormstown	K
334 — Bien-Etre Social de Québec	Québec	K
336 — Baron de Hirsch Institute	Montréal	B4, C, D2, F3
2040, rue Bleury St.		
340 — Bureau d'Assistance sociale aux Familles	Montréal	B4, C, D2, F3
445, rue St-François-Xavier street		
Bureau-Office 10		
400 — Bien-Etre Social	Beloeil	K
446 — Bien-Etre Social de Verchères	Verchères	K
44 — Children's Memorial Hospital	Montréal	A1, A2, J2
1615 Cedar Ave		
91 — Children's Service Association Inc.	Montréal	D2, F3
Children's Bureau, 1421 Ave Atwater Ave		
Chambre-room 204		
97 — Crèche St-Paul (Maison St-Jeanvier)	Sault-au-Récollet	F3
1801 est, Boulevard Gouin East		
98 — Child Welfare Association	Montréal	K
1421, Ave Atwater Ave, Room 209		
102 — Crèche St-Vincent de Paul	Québec	E, F1, F3
680, Chemin Ste-Foy Road		
122 — Colonie de Vacances des Grèves (Cté Verchères County)	Contrecoeur	K
124 — Crèche Ste-Elisabeth	Sherbrooke	F3
135, rue Marquette street		
142 — Catholic Social Service Guild	Montréal	K
1126, rue Drummond street		
149 — Child Welfare Clinic Committee	Sherbrooke	K
87, rue Montréal St.		
152 — Crèche Gamelin (Hôpital St-Joseph)	Trois-Rivières	F3

188 — Catherine Booth Mother's Hospital 4400, Ave Walkley Ave, N.-D. de Grâce	Montréal	F3, E
208 — Clinique Roy-Rousseau (Près-Near Québec)	Mastai	N1, N2, N3
247 — Canadian National Institute for the Blind 1118, rue Ste-Catherine Street	Montréal	K
273 — Crèche de la Réparation 751, rue de la Rousselière street	Pointe-aux-Trembles	D2, F1, F3
274 — Catholic Benevolent Society of Pontiac	Campbell's Bay	A3, C, D2
277 — Crèche d'Youville Notre-Dame-de-Liesse	Montréal	F1, F3
305 — Clinique du B.C.G. de Montréal Inc. 2427, rue Létourneux street	Montréal	J2
306 — Comité Provincial de Défense contre la Tuberculose 229, rue St-Joseph street	Québec	K
325 — Colonie Ukrainienne 2388, rue Iberville street	Montréal	K
342 — Canadian National Committee on Re- fugees 1414, rue Drummond Street Chambre-room 826	Montréal	K
344 — Council for Overseas Children 1414, rue Drummond Street, Chambre-room 826	Montréal	K
351 — Clarke City Hospital Côte-Nord — North Shore	Clarke City	K
358 — Colonie Ste-Jeanne d'Arc Inc. Immeuble Thémis, suite 202	Montréal	K
359 — Camp Notre-Dame de Toute Joie 3530, Avenue Atwater Avenue	Montréal	K
374 — Colonie de Vacances de la Fédération des Amicales des Anciens Elèves des Frères des Ecoles Chrétiennes	St-Laurent, I.O.	K
376 — Comité des Dames Auxiliaires du Dis- trict Militaire No 5	Québec	K
377 — Colonie de Vacanceville du Lac des Iles (Cté St-Maurice County)	Lac des Iles	K
382 — Colonie de Vacances de la Baie de l'Orignal (Cté Témiscamingue County)		K
401 — Camp de Santé de l'Abitibi	Amos	K
402 — Camp Ville-Marie (Externat Classique de Ste-Croix) 3820 est, rue Sherbrooke street East	Montréal	K
412 — Camp de Santé de Drummond		F2
415 — Crèche-Ecole de la Nativité Montée St-Michel, Ville St-Michel	Montréal	K
425 — Camp de Santé Bruchési	Montréal	K
430 — Colonie de Vacances "Villa Notre-Dame"	Montréal	K
431 — Colonie de Vacances d'Acton Vale	Acton Vale	K
435 — Colonie de Vacances de Granby	Granby	K
110 — Dispensaire des Soeurs de l'Espérance 83, Chemin Ste-Foy, Road	Québec	K
126 — Dispensaire Antituberculeux de Québec 127, rue de Mazenod street	Québec	K
239 — Diocesan Camp Corporation	Montreal	K
318 — Diocesan Council of Social Service (Division of Quebec—Church of England) 36, rue des Jardins — Garden street	Québec	B4, C, D2
86 — École du Sacré-Cœur (Cté Bellechasse County)	St-Damien	D2
268 — École Victor Doré 820, rue Demontigny street	Montréal	H
365 — Ecole de Service Social 535, Avenue Viger Avenue	Montréal	K
367 — Equipières Sociales (Les) 3551 est, Blvd Gouin Blvd East	Montréal	D2
386 — Ecole LaJemmerais	Québec	L1
69 — Father Dowd's Memorial Home 481 ouest, rue Lagauchetière St. West	Montréal	C
71 — Finlay Asylum 34, Chemin Ste-Foy Road	Québec	C
127 — Federation of Jewish Philantropies 2040, rue Bleury Street	Montréal	K
130 — Family Welfare Association Public Relations Dept.: 3657 Jeanne- Mance, Head Office, 1646 ouest, rue Dorchester St. West	Montréal	B4, C

170 — Fédération d'Hygiène Infantile 1021, rue Robin street	Montréal	K
322 — Foyer (Le) (Cté Témiscamingue County)	Rouyn	B3, (10 lits-beds) B4
348 — Financial Federation 1421 Atwater Ave	Montréal	K
349 — Federation of Catholic Charities Inc. 1201, Philips Place	Montréal	B4, C, D2, F3, P1
350 — Fédération des Oeuvres de Charité Canadienne-Française 477, rue St-François-Xavier street	Montréal	K
436 — Foyer pour Epileptiques	Montréal	12
45 — Grace Dart Home Hospital Hôpital: 6085 est, rue Sherbrooke St. East. Bureau du Secr.—Office of the Secretary: 524, University Tower Bldg, 660 ouest, rue Ste-Catherine street West	Montréal	J2
99 — Garderie du St-Enfant Jésus 120 est, rue Laurier street East	Montréal	G
131 — Goutte de Lait (La)	Québec	K
339 — Grenfell Labrador Medical Mission (The) 17, rue de la Fabrique street	Québec	K
41 — Hôpital Laval, Ste-Foy	Québec	J1 (50 lits-beds) J2
43 — Hôpital St-François d'Assise 455, 1ère Ave—1st Ave, Limoilou	Québec	A2, A3, B3, F3
46 — Hôtel-Dieu St-Joseph 109 ouest, ave des Pins—Pine ave West	Montréal	A1, A2
47 — Hôpital Notre-Dame 1560 est, rue Sherbrooke street East	Montréal	A1, A2, F3
48 — Hôpital Ste-Jeanne d'Arc 110 ouest, rue Prince-Arthur street West	Montréal	A1, A2, F3
51 — Hôpital Ste-Justine 6055, rue St-Denis street	Montréal	A1, A2, F3
53 — Hôpital Général St-Vincent-de-Paul 132 est, rue King street East	Sherbrooke	A2, A3, B3, F3
55 — Hôtel-Dieu St-Joseph	Arthabaska	A3, B3, C, D2
57 — Hôpital St-Jean 217, rue Longueuil street	St-Jean	A3, B3, B4, C, J3
59 — Hospice du Sacré-Cœur	Sherbrooke	B4, C, D2
61 — Hôpital Général des Sœurs Grises 1185, rue St-Mathieu street	Montréal	B4, C
63 — Hospice Ste-Cunégonde 2625, rue Albert Street	Montréal	C, D2
64 — Hospice St-Antoine 420 est, rue St-Paul street East	Montréal	C
65 — Hospice LaJemmerais (Cté Verchères County)	Varenes	C, D2
66 — Hospice St-Antoine 188, rue St-François street	Québec	C
67 — Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur Avenue du Sacré-Cœur Avenue	Québec	C, I1, I2, J3
77 — Hôpital St-Joseph des Convalescentes 11430, Bois de Boulogne, Bordeaux	Montréal	B1, B2, B3 (30 lits- beds) B4
84 — Hospice St-Henri 751, rue du Collège street	Montréal	C, D2
93 — Hôpital de la Maternité Catholique 850 est, rue Dorchester street East	Montréal	E, F1, F3
95 — Hôpital de l'Enfant-Jésus 395, Chemin de la Canardière Road	Québec	A1, A2, F3
109 — Hôpital St-Luc 1058, rue St-Denis street	Montréal	A1, A2, F3
111 — Hôpital du St-Sacrement 444, Chemin Ste-Foy Road	Québec	A1, A2, F3
120 — Hôtel-Dieu St-Vallier	Chicoutimi	A2, A3, B3, C, F3, J3
132 — Hospice des Sœurs de la Charité	Rimouski	B4, C, D2
145 — Hôpital du Sacré-Cœur 3300 ouest, Blvd Gouin Blvd West, Cartierville	Montréal	A3, J1 (50 lits-beds) J2
150 — Hôpital St-Joseph (Cté Champlain County)	La Tuque	A3, B3, F3
152 — Hôpital St-Joseph (Crèche Gamelin)	Trois-Rivières	A2, A3, B3, C, D2, F3
153 — Homeopathic Hospital 2100 Marlowe Ave	Montreal	A1, A2
154 — Hôtel-Dieu	Amos	A3, B3, F3
156 — Hospice Gamelin 1440, rue Dufresne street	Montréal	B4, C

160 — Hôpital du Sacré-Cœur 222, Avenue Laurier Avenue	Hull	A2, A3, B3, F3
163 — Hôpital St-Eusèbe	Joliette	A3, B3, C, D2, F3
172 — Hôpital St-Joseph (Cté Gatineau County)	Maniwaki	A3, B3
173 — Hôpital St-Joseph du Précieux-Sang	Rivière-du-Loup	A3, B3, C, F3, J3
175 — Hôpital St-Michel (Cté Papineau County)	Buckingham	A3, B3
180 — Hôpital Ste-Famille	Ville-Marie	A3, B3
181 — Hospice de la Providence 1691, Blvd Pie IX	Montréal	C, D2
184 — Hôpital Général	Sorel	B4, C, D2
189 — Hôtel-Dieu St-Michel (Sanatorium)	Roberval	A3, B3, C, J2
190 — Hospice Notre-Dame de la Merci (Ancien-Former "Refuge") 459 est, rue St-Paul street East	Montréal	C
191 — Hospice des Sœurs de la Charité	Montmagny	C, D2
192 — Hospice des Sœurs de la Charité 5, rue St-Olivier street	Québec	K
194 — Hôpital St-Joseph	Rimouski	A2, A3, B3, F3, J3
195 — Hôtel-Dieu	Nicolet	B4, C
200 — Hospice Ste-Croix (Cté Rouville County)	Marieville	C, D2
201 — Hospice Ste-Croix	Thetford-Mines	C, D2
204 — Hôpital Hospice de la Providence	Chandler	C
205 — Hospice St-Bernard (Lac Vert)	St-Damien	C
207 — Hospice des Sts-Anges	Lyster	D2, F3
209 — Hospice St-Vincent-de-Paul	Valleyfield	C, D2
210 — Hôpital du Sacré-Cœur (Cté Mégantic County)	Plessisville	A3, B3, C, J3
213 — Hôpital St-Charles	St-Hyacinthe	A2, A3, B3
215 — Hospice de la Providence (Cté Maskinongé County)	Louiseville	C, D2
216 — Hospice Drapeau (Cté Terrebonne County)	Ste-Thérèse-de-Blainville	C, D2
218 — Hôtel-Dieu Notre-Dame des Neiges	Gaspé	A3, B3, F3, J3
219 — Hôpital St-Joseph 16ième avenue	Lachine	A2, A3, B3
223 — Hôpital d'Youville (Cté Témiscamingue) County	Noranda	A3, B3, F3
224 — Hôpital Ste-Croix	Drummondville	A3, B3
226 — Hôtel-Dieu	Valleyfield	A3, B3, F3
227 — Hospice St-Joseph	Beauharnois	C, D2
228 — Hôpital St-Joseph (Cté Mégantic County)	Thetford-Mines	A3, B3, J3
229 — Hôpital Ste-Thérèse	Shawinigan-Falls	A3, B3, C, F3
230 — Hospice Bourget 3500 est, rue Ontario street East	Montréal	C, D
231 — Hôpital Sanatorium Cooke	Trois-Rivières	J2
235 — Hôpital St-Jean Eudes (Côte Nord — North Shore)	Hàvre St-Pierre	A3, B3, C, D2, J3
240 — Hospice Auclair 4220, rue Henri Julien street	Montréal	C, D2
241 — Hôpital Hospice Ste-Anne	Ste-Anne-des-Monts	A3, B3, F3, J3
248 — Hôpital Général 4000, Boulevard Lasalle	Verdun	A1, A2
252 — Hôpital Universitaire 2806, avenue Maplewood	Montréal	K
253 — Hôpital Général du St-Rédempteur	Matane	A3, B3, F3
256 — Hôpital Hospice Ste-Anne (Cté Labelle County)	Mont-Laurier	A3, B3, C, D2
261 — Hôpital Notre-Dame de la Protection	St-Marie de Beauce	C
264 — Hospice Ste-Brigide 1065, rue Maisonneuve street	Montréal	C
265 — Hôpital St-Joseph	Beauceville	A3, B3, C, D2, J3
267 — Hospice St-Jérôme (Cté Terrebonne County)	St-Jérôme	B4, C, D2
270 — Hôpital Notre-Dame de la Merci 667 ouest, Blvd Gouin Blvd West	Montréal	B3, (140 lits-beds) B4
276 — Hôpital St-Jean de Dieu B.-P. Gamelin	Montréal	12
290 — Hôpital Notre-Dame de Lourdes 1870 Blvd Pie IX	Montréal	B3, (75 lits-beds) B4
292 — Hôtel-Dieu 143 rue Wolfe street	Lévis	A2, A3, B3, F3
309 — Hôpital de la Providence (Cté Stanstead County)	Magog	A3, B3, C, D2

311 — Hôpital Chinois 112 ouest, rue Lagauchetière street West	Montréal	K
314 — Hôpital Notre-Dame de la Garde (Cté Iles de la Madeleine) (County Magdalen Islands)	Cap-aux-Meules	A3, B3, C' D2, J3
319 — Hôpital St-Michel Archange, Mastaf	Québec	K, L1
321 — Hospice Ste-Elisabeth (Cté Missisquoi County)	Farnham	C, D2
323 — Hôpital Général 191, Blvd Langelier	Québec	K
326 — Hôpital St-Jean-Baptiste des Conva- lescents 6895, rue Boyer street	Montréal	B1, B2
329 — Hôtel-Dieu Côte du Palais — Palace Hill	Québec	K
330 — Hôpital Ste-Anne (Cté Charlevoix County)	Baie St-Paul	L3
335 — Hôpital St-Julien	St-Ferdinand d'Halifax	L4
338 — Hôpital Ste-Anne	Ste-Anne de Beaupré	A3, B3, B4, F3
355 — Hôpital Notre-Dame du Détour (Cté Témiscouata County)	Notre-Dame du Lac	A3, B3, F3
357 — Hospice St-Mathieu (voir-see: Hôpital Général des Srs Grises, No 61)	Montréal	C
361 — Hospice des Sœurs de la Providence (Cté l'Assomption County)	St-Henri de Mascouche	K
364 — Hôpital St-Luc rue Ste-Ursule street	Québec	K
366 — Hôpital Notre-Dame de L'Espérance (Cté l'Assomption County)	St-Laurent	K
370 — Hôpital de Bordeaux, près-near	Montréal	L4
373 — Hôpital St-Joseph de la Malbaie	La Malbaie	A3, B3, F3
380 — Hôpital Hospice Marie-Reine du Clergé	Lac-au-Saumon	B4, C
387 — Hôpital Orthopédique du Sacré-Cœur 3300 ouest, Blvd Gouin West, Cartierville	Montréal	A1, A2, A3
388 — Hôpital de la Providence	Ste-Agathe-des-Monts	A3, B3
392 — Hôpital de la Providence	Lachute	A3, B3
398 — Hôpital St-Joseph	Granby	A3, B3
404 — Hospice de la Providence St-Aubin	Valleyfield	D2
414 — Hôpital Ste-Marie (Srs de la Miséricorde)	Trois-Rivières	E, F3
416 — Huntingdon County Hospital	Huntingdon	K
418 — Hôtel-Dieu (Hôpital Général — General Hospital)	Sherbrooke	A2, A3, B3, F3
423 — Hospice du Sacré-Cœur	Berthierville	C
439 — Hôpital Bourg (Cté Bonaventure County)	Maria	A3, B3, F3
441 — Hôpital St-Joseph des Convalescentes 4585, rue Berri street	Montréal	B1, B2, B3 (20 lits- beds) B4
442 — Hôtel-Dieu de Sorel	Sorel	A3
443 — Hôpital St-Joseph	Lac Mégantic	A3, B3
448 — Hospice St-André (Cté Kamouraska County)	St-André	C
450 — Hôpital Pasteur 3095 est, rue Sherbrooke street East	Montréal	M
115 — Institut des Aveugles Nazareth 1460, Chemin Côte St-Michel	Montréal	K
166 — Institut Bruchési de Montréal Inc. 1464, rue St-Hubert street	Montréal	J2
168 — Institut St-Jean Bosco 1230, Chemin Ste-Foy Road	Québec	D1
196 — Institut du Radium 4120 est, rue Ontario street East	Montréal	K
234 — Institut des Sourds-Muets 7400, Blvd St-Laurent Blvd	Montréal	K
302 — Institut d'Hygiène Sociale	Trois-Rivières	K
346 — Institut Mont-Ville-Neuve (ancien-former Orph. Agricole St- Ferd. d'Halifax)	St-Ferdinand d'Halifax	D1
347 — Institut de Microbiologie et d'Hygiène de l'Université de Montréal 2806, avenue Maplewood Ave	Montréal	K
397 — Institut St-Ephrem (pour tuberculeux — for tubercular patients) (N.-D. de la Merci) (Cté Laval County)	Ste-Rose	J3
42 — Jeffery Hale's Hospital 4, rue St-Cyrille street	Québec	A1, A2, B3, F3, J2

255 —	Jewish Hospital Campaign Committee 1117 ouest, rue Ste-Catherine street, West, chambre-room 205	Montréal	K
278 —	Joyce Memorial Hospital	Shawinigan-Falls	K
281 —	Jewish General Hospital 3755, Chemin Ste-Catherine Road	Montréal	A1, A2, F3
324 —	Jewish Hospital of Hope Office: 4465, St. Lawrence Blvd Hospital: 7745, rue Sherbrooke St., East	Montréal	B3 (30 lits-beds) B4
356 —	Julius Richardson Convalescent Hospital Inc. Office: 3784, Chemin des Neiges Road	Chateauguay-Bassin Montréal	B1, B2
399 —	Jewish Laurentian Fresh Air Camp	Lac Lachigan	K
413 —	Jewish Child Welfare Bureau 2040, rue Bleury street	Montréal	D2
68 —	Ladies Protestant Home 289, Grande Allée	Québec	C, D2, F3
116 —	Ligue Antituberculeuse et de Puériculture	Arthabaska	K
174 —	Laurentian Sanatorium (Laurentian Division of the Royal Edward Laurentian Hospital of Montreal)	Ste-Agathe-des-Monts	J1 (25 lits-beds) J2
202 —	Lachine General Hospital 558, rue Notre-Dame street	Lachine	A3, B3
300 —	Ligue de la Jeunesse Féminine 7, avenue Ste-Geneviève avenue	Québec	H
341 —	Ligue Canadienne de Santé 110 ouest, rue Ste-Catherine street West	Montréal	K
408 —	Ligue Antituberculeuse de l'Abitibi (section de Val d'Or section)	Amos	K
428 —	Labrador Voluntary Educational League		K
434 —	Ligue Antituberculeuse de St-Hyacinthe	St-Hyacinthe	K
445 —	Ligue Antituberculeuse de Montréal Inc. Edifice Aldred Building	Montréal	K
49 —	Montreal General Hospital 66 est, rue Dorchester street East	Montréal	A1, A2
56 —	Mount Sinai Sanatorium	Ste-Agathe-des-Monts	J2
75 —	Montreal Protestant House of Industry and Refuge 281 ouest, rue Dorchester street West	Montréal	B3, (30 lits-beds) B4, C
76 —	Montreal Hebrew Old People and Sheltering Home 134 ouest, rue St-Jacques — St. James street West	Montréal	B4, C
78 —	Montreal Foundling and Baby Hospital 3626, rue St-Urbain street	Montréal	F3
85 —	Montreal Hebrew Orphan's Home 2040, rue Bleury street	Montréal	D2
88 —	Male Orphan Asylum 34, Chemin Ste-Foy Road	Québec	D2
90 —	Maison Notre-Dame-des-Champs (Cté Témiscouata County)	Sully	D1
92 —	Montreal Convalescent Home 3001 Kent Avenue	Montréal	B1, B2
103 —	Maison Notre-Dame-de-la-Providence 205, rue Marie-de-l'Incarnation street	Québec	G
107 —	Maison Jean le Prévost 5707, rue St-Dominique street	Montréal	K
133 —	Montreal Day Nursery 865, Carré Richmond Square	Montréal	G
159 —	Maison du Foyer St-Jacques	Montréal	K
171 —	Montreal Hebrew Sheltering Home	Montréal	K
211 —	Montreal Children's Hospital (Children's Memorial Hospital) 1620, rue St-Antoine street	Montréal	A1, A2, J2
326 —	Maison St-Jean-Baptiste 6895, rue Boyer street	Montréal	B1, B2
337 —	Maison du Fargy	Beauportville	C, D2
368 —	Maison Ste-Bernadette 36, rue de l'Église street	Québec	K
383 —	Montreal School of Social Work	Montréal	K
409 —	Maison Ste-Madeleine 64, rue Lachevrotière street	Québec	K
62 —	Orphelinat Italien St-Joseph 1207, rue St-André street	Montréal	D2
82 —	Orphelinat Notre-Dame-de-Liesse, près — near	Montréal	D2

87 — Orphelinat St-Joseph (Cté Bellechasse County)	St-Damien	D2
105 — Oeuvre du Dispensaire	Trois-Rivières	K
136 — Oeuvre de la Protection de la Jeune Fille 19, rue Ste-Ursule street	Québec	K
151 — Orphelinat du Sacré-Cœur	La Tuque	D2
178 — Orphelinat Catholique 4434, Boulevard Décarie	Montréal	D2
185 — Orphelinat St-Dominique	Trois-Rivières	C, D2, F3, P1
193 — Orphelinat St-Sauveur 182, rue Colomb street	Québec	C, D2
206 — Orphelinat Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus 170, rue Longueuil street	St-Jean	D2
214 — Orphelinat Notre-Dame du Bon-Conseil (Hospice Guay)	Lauzon	D2
220 — Orphelinat Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus	Hull	D2, F3
232 — Orphelinat de l'Immaculée	Chicoutimi	D2, F3
233 — Orphelinat St-François-Régis Rang St-Louis Range	Bagotville	D2
236 — Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil 196, rue St-François street	Québec	K
237 — Orphelinat St-Jean-Baptiste (Cté Portneuf County)	Lac Sergent	D1
249 — Orphelinat Apostolique (Cté Charlevoix County)	La Malbaie	D2
257 — Orphelinat St-Alexis. 1469, rue St-Denis street	Montréal	D2
258 — Orphelinat de la Providence 4441, Blvd Décarie Blvd	Montréal	D2
260 — Oeuvre du Patronage St-Vincent-de-Paul	Québec	K
266 — Orphelinat du Sacré-Cœur	Rivière-du-Loup	D2, F3
269 — Orphelinat Hôpital du Christ-Roi	Nicolet	A2, B3, D2
271 — Orphelinat Agricole Ste-Germaine (Cté Dorchester County)	Lac Etchemin	D1
294 — Orphelinat Agricole St-Georges	Joliette	D1
308 — Orphelinat St-Michel (Cté Témiscamingue County)	Rouyn	D2
310 — Orphelinat du St-Rosaire 20, du Sanctuaire	Cap-de-la-Madeleine	D2, F3
316 — Orphelinat Agricole (Cté Abitibi County)	La Ferme	D2
332 — Oeuvre des Colonies de Vacances des Révérends Pères Oblats	Québec	K
333 — Oeuvre de la Soupe Siège social — Head office: 551 est, rue Ste-Catherine street East	Montréal	K
375 — Orphelinat St-Joseph (Srs de la Charité de Québec)	St-Joseph de Beauce	D2
378 — Old Brewery Mission Inc.	Montréal	K
381 — Orphelinat Agricole St-Joseph (Cté Compton County)	Waterville	D1
394 — Orphelinat Notre-Dame-des-Monts (Cté Argenteuil County)	Lisbourg	D1
407 — Oeuvre des terrains de Jeux	Sherbrooke	K
410 — Oeuvre des Terrains de Jeux	St-Jean	K
421 — Orphelinat de Chambly	Chambly	D2
422 — Oeuvre des Terrains de Jeux	Beauceville	K
426 — Orphelinat Agricole des Cèdres (Cté Soulanges County)	Les Cèdres	D1
427 — Oeuvre des Terrains de Jeux	Ste-Marie de Beauce	K
432 — Oeuvre des Terrains de Jeux	St-Joseph de Beauce	K
437 — Oeuvre des terrains de Jeux	Granby	K
438 — Oeuvre des Terrains de Jeux et des Colo- nies de Vacances	Sherbrooke	K
447 — Oeuvre des Terrains de Jeux	Cap-de-la-Madeleine	K
155 — Patronage Ste-Geneviève 80, rue Berthelot street	Québec	D2
212 — Providence Ste-Geneviève 4078, rue Delorimier street	Montréal	C, D2
288 — Petites Sœurs de l'Assomption 1456, rue Champlain Street	Montréal	K
307 — Pontiac Community Hospital (Cté Pontiac County)	Shawville	A3, B3
312 — Patronage St-Charles	Trois-Rivières	D1
317 — Patronage St-Vincent-de-Paul 211 ouest, rue Lagauchetière street West	Montréal	K
320 — Providence du Sacré-Cœur (Cté Papineau County)	St-André-Avellin	C, D2

331 —	Petites Sœurs des Pauvres (Asiles des Vieillards — Homes for the aged) 1035, des Seigneurs	Montréal	K
429 —	Placement Familial 39 ouest, Blvd Gouin West	Montréal	D1
390 —	Quebec Temperance League 122 ouest, rue Ste-Catherine street West	Montréal	K
50 —	Royal Victoria Hospital Pine Avenue West	Montréal	A1, A2, F3
141 —	Refuge de Verchères	Verchères	K
190 —	Refuge Notre-Dame de la Merci, voir-see: Hospice	Montréal	C
246 —	Royal Edward Laurentian Hospital 3674, rue St-Urbain street	Montréal	J1 (25 lits-beds) J2
328 —	Refuge pour Sourds-Muets et Aveugles	Québec	K
354 —	Retraite St-Benoît 8050 est, rue Notre-Dame street East	Montréal	K
58 —	Sherbrooke Hospital	Sherbrooke	A2, A3, B3
60 —	Salvation Army 1225, rue University street	Montréal	K
70 —	St. Bridget's Home 254, rue Grande Allée street	Québec	C, D2
80 —	St. Patrick's Orphanage 5805 Deom Avenue	Montréal	D2, F3
106 —	Social Service Council 110, rue St-Pierre — St. Peter street	Québec	K
119 —	Société Catholique de Protection et de Renseignements 3933, rue Berri street	Montréal	K
134 —	Sanatorium du Lac-Édouard Siège Social — Head office: C.P.-P.O. 1572, Québec	Lac Edouard	J2
138 —	Society for the Protection of Women and Children 1421, Ave Atwater Ave, Chambre- room 212	Montréal	K
139 —	St. Anthony's Guild 865 ouest, rue Dorchester street West	Montréal	K
176 —	St. Mary's Hospital 3830, Lacombe Ave	Montréal	A1, A2, F3
182 —	Société de Bienfaisance Française 25, rue St-Stanislas street	Québec	K
199 —	Shriners' Hospital 1529, Cedar Avenue	Montréal	A1, A2
217 —	Société de Bienfaisance Hôtel de ville — City Hall	Hull	A3, B4, C, D2
243 —	Société St-Vincent-de-Paul 104, rue St-Jean — St. John street	Québec	K
244 —	Société de Secours aux Enfants Infirmes 6055, rue St-Denis street	Montréal	K
275 —	Sanatorium Prevost 4455 ouest, Blvd Gouin West, Car- tierville	Montréal	N1, N2, N3
280 —	Société de Bienfaisance du Comté de Bonaventure	New-Carlisle	A3, B4, C, D2
291 —	School for Crippled Children 1585, Cedar Avenue Comptabilité: 2049, McGill College Ave	Montréal	H
293 —	Société Belge de Bienfaisance	Québec	K
295 —	Sanatorium St-Laurent	Hull	J2
301 —	Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance 874 est, rue Sherbrooke street East	Montréal	P1
313 —	Sanatorium St-Georges	Mont-Joli	J2
315 —	Society for the Protection of Women and Children	Québec	K
353 —	Secrétariat des Familles (Dr E.-M. Déchéne) 104, rue St-Jean street	Québec	K
369 —	Sœurs du St-Rosaire	Rimouski	K
372 —	Société Canadienne de la Croix-Rouge (Division de Québec—Quebec Division)	Québec	K
395 —	Service des Garderies d'Enfants Fédérales- Provinciales: Garderies — Nurseries: No 1 Iverly Community Centre)	Montréal	G 2035 Coursol St.

	2 (Oeuvre et Fabrique de St-Willibrod) (United Church of Canada) (Federation of Jewish Philanthropies) (La Commission des Ecoles Catholiques de Mtl)	375 St. Willibrod, Verdun 2365 Grand Trunk St. 4652, Jeanne-Mance 3435, Delisle
405 —	Société de Réhabilitation Inc.	Sherbrooke D2, F3, H, P1
406 —	Service Social de Hull	Hull C, D2, F3, H, I1
411 —	Service Familial de Québec 28, rue Hébert street	Québec B4, C, D2, F3, G H, 12
419 —	Sanatorium St-François	Sherbrooke J2
420 —	Sauvegarde de l'Enfance	Québec P1
433 —	Sanatorium de Gaspé	Gaspé J2
444 —	Syndicat Paroissial de Bienfaisance de Ste-Anne de Yamachiche (Cté St-Maurice County)	Ste-Anne de Yamachiche C
352 —	Témiscaming Hospital	Témiscaming K
417 —	Terrains de Jeux St-Jean Bosco	Joliette K
396 —	Union Nationale Française de Mont- réal (L')	Montréal K
285 —	Vestiaire des Pauvres 2, rue Bonneau street	Montréal K
363 —	Verdun Protestant Hospital 6875, Boulevard Lasalle	Verdun L1
440 —	Victorian Order of Nurses	Montréal K
96 —	Wales Home	Richmond B4, C
101 —	Woman's General Hospital 4039, rue Tupper street	Montréal A1, A2, F3
362 —	Woman's Canadian Club 772 ouest, rue Sherbrooke street West	Montréal K
384 —	Woman's Voluntary Service Centre	Montréal K
389 —	Women Voluntary Services	Montréal K

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Fédération catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la Province de Québec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 16 mai 1945.

Le siège social de la société précitée est situé à Québec (19, rue Caron), district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9401-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, le "Conseil Syndical Catholique des Métiers Alliés de l'Imprimerie, Inc." a été autorisé à changer son nom en celui de "Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mai 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9417-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, le "Syndicat National Catholique du Textile de Cowansville" a été autorisé à changer son nom en celui de "L'Association des Employés du Textile de Cowansville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mai 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9418-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "Fédération catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la Province de Québec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on May 16th, 1945.

The principal place of business of the said association is at Québec (19, Caron street) district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
9401 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated May 24th, 1945, the "Conseil Syndical Catholique des Métiers Alliés de l'Imprimerie, Inc." has been authorized to change its name to that of "Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 29th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
9417 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council bearing date May 24th, 1945, the "Syndicat National Catholique du Textile de Cowansville" has been authorized to change its name to that of "L'Association des Employés du Textile de Cowansville", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, May 29th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
9418 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné par le Maire et le Secrétaire-trésorier de la Municipalité du Village de Priceville, comté de Matane, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 9 mai 1945, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la Municipalité du Village de Priceville en celui de "Municipalité du Village de Price", comté de Matane.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Priceville, P. Q., 21 mai 1945.

La Maire,
PHILIPPE BÉRUBÉ,
Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LEMIEUX.

9402-o

AURIAC MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement "G"

Règlement au sujet de la distribution de l'actif de la compagnie parmi les actionnaires et de l'abandon de la charte.

Sommaire

Chaque actionnaire, à l'exception de Union Mining Corporation au sujet des 1,551,715 actions qu'elle détient, recevra, sur remise de ses actions, un tiers équivalent d'actions de Union Mining Corporation. Les directeurs pourront fixer une date après laquelle aucun transfert d'actions ne sera permis, pourront faire tous les arrangements et signer tous les contrats nécessaires et pourront, en temps et lieu, procéder à l'abandon de la charte.

Montréal, le 31 mai 1945.

Les Procureurs de la Compagnie,
9410-o **WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLEY.**

NUMAQUE MINING CO.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "B"

Règlement au sujet de la distribution de l'actif de la compagnie parmi les actionnaires et de l'abandon de la charte.

Sommaire

Chaque actionnaire, à l'exception de Union Mining Corporation au sujet des 1,152,015 actions qu'elle détient, recevra, sur remise de ses actions, un tiers équivalent d'actions de Union Mining Corporation. Les directeurs pourront fixer une date après laquelle aucun transfert d'actions ne sera permis, pourront faire tous les arrangements et signer tous les contrats nécessaires et pourront, en temps et lieu, procéder à l'abandon de la charte.

Montréal, le 31 mai 1945.

Les Procureurs de la Compagnie,
9411-o **WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLEY.**

HUNTINGDON CHATEAU INCORPORATED

Règlement No 19

Avis est, par les présentes, donné qu'un règlement autorisant la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires et la demande

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary Treasurer of the municipality of the village of Priceville, county of Matane, that the Lieutenant-Governor has approved, under date of May 9th, 1945, following a report of the Honourable the Executive Council, the change of name of the municipality of the village of Priceville, to that of "Municipality of the Village of Price", county of Matane.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, said change of name will come into force on the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Priceville, P. Q., May 21st, 1945.

PHILIPPE BÉRUBÉ,
Mayor,
J. A. LEMIEUX,
Secretary-Treasurer.

9402

AURIAC MINES LTD.
(No Personal Liability)

By-law "G"

A By-law to provide for the distribution of the assets of the Company rateably among the Shareholders and the surrender of the Charter.

Summary

Each Shareholder, except Union Mining Corporation in respect of its holding of 1,551,715 shares, shall receive on surrender of his shares one third as many shares of Union Mining Corporation. The Directors may fix a date after which no share transfers may be made, may enter into all necessary agreements and contracts and may in due course surrender the Company's Charter.

Montreal, May 31st, 1945.

WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLEY.
9410-o Attorneys for Company.

NUMAQUE MINING CO.
(No Personal Liability)

Special By-law "B"

A By-law to provide for the distribution of the assets of the Company rateably among the Shareholders and the surrender of the Charter.

Summary

Each Shareholder, except Union Mining Corporation in respect of its holding of 1,152,015 shares, shall receive on surrender of his shares one third as many shares of Union Mining Corporation. The Directors may fix a date after which no share transfers may be made, may enter into all necessary agreements and contracts and may in due course surrender the Company's Charter.

Montreal, May 31st, 1945.

WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLEY.
9411 o Attorneys for Company.

HUNTINGDON CHATEAU INCORPORATED

By-Law No. 19

Notice is hereby given that a By-law authorizing the distribution of the assets of the Company among its shareholders and application for sur-

d'abandon de la charte de la compagnie a été dûment décrété à une assemblée des directeurs tenue le 14^{ième} jour de mai 1945, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 24^{ième} jour de mai 1935.

Huntingdon, Qué., 25 mai 1945.

HUNTINGDON CHATEAU INCORPORATED

Le Secrétaire,

9404

ALFRED LANGEVIN.

"LES SABLES DES MILLE-ILES LTÉE"
"DES MILLE-ILES SAND LTD"

Règlement No XVII

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq:

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie comme suit:

Le paragraphe I du règlement No III des règlements généraux de la compagnie est abrogé et remplacé par le suivant:

1. NOMBRE. — Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de cinq membres."

[Sceau]

La Secrétaire,

9403-o

PAULINE BÉLANGER.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, les règlements de "The Lakeview Cemetery Company" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9419-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, l'"Union des Employés de Distilleries, Berthierville" a été autorisée à changer son nom en celui de "Union Canadienne des Employés de Distilleries", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 mai 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9432-o

JEAN BRUCHÉSI.

VAL D'ORO MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement N° VI

Etant un règlement diminuant le nombre des directeurs de huit à cinq.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que le premier paragraphe du règlement N° 1, article X de la compagnie soit et il est, par les présentes, annulé et remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs."

(Sceau)

Le Secrétaire,

9434

GASTON-R. ROBITAILLE.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Ouvriers de l'Industriel de Magog", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 mai 1945.

render of the Company's Charter was duly enacted at a meeting of Directors held on the 14th day of May, 1945, and approved by the shareholders at a special general meeting of the shareholders held on the 24th day of May, 1945.

Huntingdon, Que., May 25th, 1935.

HUNTINGDON CHATEAU INCORPORATED

ALFRED LANGEVIN,

9404-o

Secretary.

"LES SABLES DES MILLE-ILES LTÉE"
"DES MILLE-ILES SAND LTD"

By-law No. XVII

A by-law to increase the number of directors of the company from three to five:

"Be it and it is hereby enacted as a by-law of the company, to wit:

Paragraph I of by-law No. III of the general by-laws of the company is revoked and replaced by the following:

1. NUMBER. — The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five members."

[Seal]

PAULINE BÉLANGER,

9403

Secretary.

Notice is given that, by Order in Council dated May 24th, 1945, the by-laws of "The Lakeview Cemetery Company" have been approved, and such, in conformity with the provision of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of May, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9419

Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council bearing date May 24th, 1945, the "Union des Employés de Distilleries, Berthierville" has been authorized to change its name to that of "Union Canadienne des Employés de Distilleries", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, May 30th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9432

Under Secretary of the Province

VAL D'ORO MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

By-law No. VI

Being a by-law decreasing the number of directors from eight to five.

Be it and it is hereby enacted that the first paragraph of By-law No. 1, section X, of the Company be and it is hereby annulled and replaced by the following:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) directors."

(Seal)

GASTON-R. ROBITAILLE,

9434-o

Secretary.

The formation of an association, under the name of "L'Union des Ouvriers de l'Industriel de Magog", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 23rd, 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Magog, dans le district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

9439-o

The principal place of business of the said professional syndicate is at Magog, district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

9439

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 24 mai 1945.

Aujourd'hui, à midi et demi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

B Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôpital Saint-François d'Assise.

14 Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.

21 Loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province.

23 Loi de l'aide à l'apprentissage et à la mise en valeur du capital humain.

32 Loi rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité.

37 Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.

38 Loi modifiant la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers.

41 Loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime.

42 Loi modifiant le Code municipal.

43 Loi modifiant la Loi concernant les rôles d'évaluation et les avis de mutations de propriétés.

46 Loi modifiant la Loi des dettes et des emprunts municipaux.

47 Loi modifiant la Loi des cités et villes.

48 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation des agronomes de la province de Québec.

49 Loi modifiant la Loi des relations ouvrières.

50 Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

51 Loi validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal.

52 Loi modifiant la Loi de la chasse.

54 Loi instituant une curatelle publique.

60 Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 24th. of May, 1945.

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

B An Act to amend the Act to incorporate the *Hôpital Saint-François d'Assise*.

14 An Act to promote rural electrification by means of electricity cooperatives.

21 An Act to ensure the safeguarding of the essential revenues of the Province.

23 An Act to assist apprenticeship and the enhancing of human capital.

32 An Act to reestablish the Provincial Transportation and Communication Board and the Provincial Electricity Board.

37 An Act to amend the Quebec Public Charities Act.

38 An Act to amend the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages.

41 An Act to ensure a proper maritime transportation service for the population of the Magdalen Islands.

42 An Act to amend the Municipal Code.

43 An Act to amend the Valuation Rolls Act.

46 An Act to amend the Municipal Debt and Loan Act.

47 An Act to amend the Cities and Towns Act.

48 An Act to amend the Act to incorporate *La Corporation des agronomes de la province de Québec*.

49 An Act to amend the Labour Relations Act.

50 An Act to facilitate and encourage Mining Development in the territory of New Quebec.

51 An Act to validate certain contracts entered into by the corporation of the city of Montreal.

52 An Act to amend the Game Laws.

54 An Act to institute Public Curatorship.

60 An Act to amend the Agricultural Societies Act.

66 Loi modifiant la Loi pour la protection de la petite propriété des militaires.	66 An Act to amend the Act for the Protection of the Small Property of Members of the Forces.
110 Loi modifiant la charte de la municipalité du village du Petit Lac Magog.	110 An Act to amend the charter of The Municipality of the Village of Petit Lac Magog.
115 Loi concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts et Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée.	115 An Act respecting the town of Ste-Agathe des Monts and <i>Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée</i> .
121 Loi modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec.	121 An Act to amend the charter of the Quebec Hospital Service Association.
130 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.	130 An Act to amend the charter of the city of Salaberry-de-Valleyfield.
135 Loi constituant en corporation la ville de Mont-Joli.	136 An Act to incorporate the town of Mont-Joli.
137 Loi concernant la succession de Dame Anna Vallée-Cheff.	137 An Act respecting the estate of Dame Anna Vallée-Cheff.
138 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.	138 An Act to amend the charter of the city of Lachine.
144 Loi érigeant la municipalité du village d'Angliers et la municipalité scolaire de Saint-Viateur d'Angliers.	144 An Act to erect the municipality of the village of Angliers and the school municipality of St. Viateur d'Angliers.
148 Loi modifiant la charte de la ville de Windsor.	148 An Act to amend the charter of the town of Windsor.
154 Loi concernant la succession de feu Charles-Francis Smith.	154 An Act respecting the estate of the late Charles Francis Smith.
155 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.	155 An Act respecting the Catholic School Commission of Verdun.
156 Loi constituant en corporation "Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Sorel".	156 An Act to incorporate <i>Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Sorel</i> .
158 Loi modifiant la charte de la ville de Magog.	158 An Act to amend the charter of the town of Magog.
159 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.	159 An Act to amend the charter of the town of Saint-Laurent.
161 Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.	161 An Act respecting the school board for the municipality of the town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier.
177 Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires.	177 An Act to amend the Veterinary Surgeons' Act.
179 Loi modifiant le Code du notariat.	179 An Act to amend the Notarial Code.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

58 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

58 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1946, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill".

Chartes — Abandon de

Chartes — Surrender of

LA CIE DE CAPSULES IDÉALES LIMITÉE

THE IDEAL BOTTLE CAPS CO. LIMITED

Avis est par les présentes donné que "La Cie de Capsules Idéales Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 avril 1938, s'adressera au Procureur Général, au Ministre des Affaires municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean, le 11 mai 1945.

[Seau]
9409-o

Le Président,
UBALD REMILLARD.

St. John, May 11, 1945.

[Seal]
9409

UBALD RÉMILLARD,
President.

STANDARD ELECTRIC SUPPLY COMPANY LTD.

STANDARD ELECTRIC SUPPLY COMPANY LTD.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Standard Electric Supply Company Ltd. donne, par les présentes, avis public qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec et à l'honorable Ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qui sera fixée par eux.

Daté à Montréal, ce 29ième jour de mai 1945.

9416

Les Procureurs de la requérante,
GAMEROFF & FENSTER.

Under the Provisions of the Quebec Companies Act the Standard Electric Supply Company Ltd., hereby gives public notice that it will make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec and the Honourable Minister of Municipal Affairs Trade & Commerce of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by them.

Dated at Montreal, this 29th day of May, 1945.

9416-o

GAMEROFF & FENSTER,
Attorneys for Petitioner.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Coopérative Avicole Régionale d'Etchemin" et que son principal siège d'affaires est à St-Anselme, comté de Dorchester.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour de mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
9405-o JULES SIMARD.

Avis est, par les présentes, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Pontiac en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Shawville Cannors Co-Operative" et que son principal siège d'affaires est à Shawville, comté de Pontiac.

Le ministre autorise la formation de ladite société.

Québec, ce vingt-deuxième jour de mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
9406 JULES SIMARD.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Dorchester, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Hénéline" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Hénéline, comté de Dorchester.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-deuxième jour de mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
9407-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed under the Cooperative Agricultural Association Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Coopérative Avicole Régionale d'Etchemin" and that its principal place of business is at St. Anselme, county of Dorchester.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of May, 1945

JULES SIMARD,
9405 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Pontiac, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Shawville Cannors Co-Operative" and that its principal place of business is at Shawville, county of Pontiac.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-second of May, 1945.

JULES SIMARD,
9406-o Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Dorchester, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Hénéline" and that its principal place of business is at Ste-Hénéline, county of Dorchester.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-second day of May, 1945.

JULES SIMARD,
9407 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Wolfe, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de beurre et fromage des Saint-Martyrs Canadiens" et que son principal siège d'affaires est à Saints-Martyrs Canadiens, comté de Wolfe.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

9435-o

JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Wolfe, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de beurre et fromage des Saints-Martyrs Canadiens", and that its principal place of business is at Saints-Martyrs Canadiens, county of Wolfe.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixteenth day of May, 1945.

JULES SIMARD,

9435

Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac Saint-Jean Ouest, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Eugène" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Eugène, comté de Lac Saint-Jean Ouest.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour de mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

9436-o

JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John West, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Eugène" and that its principal place of business is at Saint-Eugène, county of Lake St. John West.

The Minister authorize the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fifth day of May, 1945.

JULES SIMARD,

9436

Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 2580-43.

Québec, le 21 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Egan-Ouest, comté de Gatineau, le lot N° 33 du rang IV du canton d'Egan et de l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Philomène d'Egan, dans le même comté.

Le Surintendant,
VICTORDOR É.

9375-21-2-o

N° 420-45

Québec, le 23 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Germain, comté de Drummond, le territoire suivant, savoir: les lots 723 et 448 comme limites Nord, 866 et 867 au Sud, à l'Ouest le lot 846 et à l'Est la Rivière Noire et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village Saint-Germain-de-Grantham", dans le même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9373-21-2-o

N° 1441-44.

Québec, 29 mai 1945.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Sellarsville, comté de Bonaventure, à celle de Saint-Laurent de Matapédia, même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9421-22-2-o

N° 144-42.

Québec, le 30 mai 1945.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Jérôme, village, dans le comté de Matane, en celui de "Ville-de-Matane".

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9437-22-2-o

Departement of Education

No. 2580-43

Quebec, May 21st, 1945

Application is made to detach from the school municipality of Egan-West, county of Gatineau, lot No. 33 of Range IV of the township of Egan and to annex the same to the school municipality of Ste-Philomène d'Egan, same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9375-21-2

No. 420-45

Quebec, May 23rd, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of St-Germain, county of Drummond, the following territory, to wit: lots 723 and 448 as Northern limits, 866 and 867 on the South, on the West lot 846 and on the East the "Rivière Noire" and to erect the same into a separate school municipality under the name of "Village de Saint-Germain-de-Grantham" in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent

9373-21-2

No. 1441-44.

Quebec, May 29th, 1945.

Application is made to annex the school municipality of Sellarsville, county of Bonaventure to that of Saint-Laurent de Matapédia, same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9421-22-2

No. 144-42.

Quebec, May 30th, 1945.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Jérôme, village, in the county of Matane, to that of "Town of Matane".

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9437-22-2

N° 10-44.

Québec, le 28 mai 1945.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre de Durham, dans le comté de Drummond, les lots 381 à 390 inclusivement du cadastre officiel de Wickham-Ouest, qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, même comté.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

9414-o

No. 10-44.

Quebec, May 28th, 1945.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 24th, 1945, to annex to the school municipality of Saint-Pierre de Durham, in the county of Drummond, lots 381 to 390 inclusively of the official cadastre for West Wickham, which shall be detached from the school municipality of West Wickham, same county.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

9414

N° 391-40.

Québec, 29 mai 1945.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'annexer à la municipalité scolaire de Cantley, comté de Gatineau, les parties des lots 16 et 17 du rang XIII, et du lot 18, du rang XIV, du canton de Hull, situés du côté est de la rivière Gatineau qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Étienne-de-Chelsey, dans le même comté.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

9420-o

No. 391-40.

Quebec, May 29th, 1945.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex to the school municipality of Cantley, county of Gatineau, the parts of lots 16 and 17 of range XIII, and of lot 18, of range XIV, of the township of Hull, situate on the East side of the Gatineau river, which shall be detached from the school municipality of Saint-Étienne-de-Chelsey, in the same county.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

9420

N° 533-45

Québec, 29 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, la propriété de M. John R. Drennan, portant le N° 78, du canton de Saint-Colomban, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, même comté.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

9422-22-2-o

No. 533-45.

Quebec, May 29th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Colomban, county of Two Mountains, the property of Mr. John R. Drennan, bearing No. 78, of the township of Saint-Colomban, to annex it to the school municipality of Saint-Canut, same county.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

9422-22-2

N° 532-45.

Québec, 29 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hermas, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots Nos 242 et 243 du canton de Saint-Hermas, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, dans le même comté.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

9423-22-2-o

No. 532-45.

Quebec, May 29th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Hermas, in the county of Two Mountains, lots Nos. 242 and 243 of the township of Saint-Hermas and to annex the same to the school municipality of Saint-Canut, in the same county.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

9423-22-2

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire des Barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville. On demande:

Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—Taux minima de salaires:—Les taux minima de salaires sont les suivants:

a.—Les employés barbiers-coiffeurs doivent recevoir \$16.60 par semaine et 50% des recettes de leur travail excédant \$20.00 au cours de la semaine.

b.—Les employés surnuméraires doivent recevoir \$0.40 de l'heure plus 50% des recettes de

Departement of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville has submitted to him a request to amend, in the following manner, the decree number 3011, of the 6th of November 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Saint-Jean and the town of Iberville. It is requested:

That section IV be replaced by the following:

"IV.—Minimum rates of wages:—The minimum rates of wages shall be the following:

a.—The barber-hairdresser employees shall receive \$16.60 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$20.00 during the week.

b.—Extra employees shall receive \$0.40 per hour plus 50% of the receipts of their work

leur travail excédant \$7.00 au cours de la journée.
c.—Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un employé barbier recevant plus que les taux minima ci-haut mentionnés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juin 1945. 9429-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 750, du 29 mars 1942 et subséquemment modifiés, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1919, du 24 mai 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juin 1945. 9430-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3174, du 16 août 1944, relatif à la fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites:

Que le paragraphe "c" suivant soit ajouté à l'article II:

"c.—Le présent décret ne s'applique pas non plus aux fabriques de poêles et de fournaies et à leurs employés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite modification.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 juin 1945. 9431-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Épicier-Bouchers de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1921, du 24 mai 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

exceeding \$7.00 during the day.

c.—No employer shall have the right to reduce the wages of a barber employee receiving more than the minimum rates mentioned above."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 2, 1945. 9429-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières, approved by Order in Council number 750, of March 29, 1942, and subsequently amended, have again been amended by Order in Council number 1919, of May 24, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 2, 1945. 9430-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of its intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3174 of August 16, 1944, relating to the sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits:

That the following subsection "c" be added to section II:

"c.—Furthermore, the present decree does not apply to stove and furnace manufacturing companies and their employees."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said amendment which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 2, 1945. 9431-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Sherbrooke's Grocers and Butchers, formed under decree No. 2331, of June 17, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1921, of May 24, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1945 au 1er juin 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, bonis et pourcentages payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, bonis et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Est annexé à la présente requête un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Épiciers-Bouchers de Sherbrooke pour la période comprise entre le 1er juin 1945 et le 1er juin 1946.

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIER-S-BOUCHERS DE SHERBROOKE

État probable des revenus et des dépenses, du 1er juin 1945 au 1er juin 1946.

Revenus probables:

Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1%:

Employeurs professionnels, artisans et salariés.	\$1,300.00
Divers.	50.00
	\$1,350.00

Dépenses probables:

Salaires et frais d'administration.	\$1,144.00
Loyer.	60.00

1. Assessments

The period of levy shall extend from June 1, 1945, to June 1, 1946 and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages bonuses and percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed for clerks, i.e. \$8.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their bonus and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the latter shall mention the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owned to the Parity Committee, and send same himself to the Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: September 30 and December 31, 1945, March 31 and June 30, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Sherbrooke's Grocers and Butchers for the period between June 1, 1945 and June 1, 1946.

JOINT COMMITTEE OF SHERBROOKE'S GROCERS AND BUTCHERS

Estimate of the receipts and disbursements from June 1, 1945, to June 1, 1946.

Probable receipts:

Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1%:

Professional employers, artisans and employees.	\$1,300.00
Miscellaneous	50.00
	\$1,350.00

Probable expenses:

Salaries and administration	\$1,144.00
Rent	60.00

Frais de déplacement.	146.00	Travelling expenses	146.00
	\$1,350.00		\$1,350.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 juin, 1945. 9441-o

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 3, 1945. 9441-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal, établie en exécution du décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et amendements, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1920 du 24 mai 1945, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 7 juin 1945 au 7 juin 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1343 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 1343 doivent également verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire par eux gagné pour du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1343 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au comité paritaire cinq (5) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal, formed under decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1920, of May 24, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to collect levies from professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from the 7th of June 1945 to the 7th of June 1946 and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 1343 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages and commissions, bonuses, allocations paid to their employees of the trades subject to the decree.

b) All the artisans subject to decree No. 1343 must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have his reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send them himself to the said committee, together with his own levies.

The report of every professional employer must be signed and sent, together with levies, to the Parity Committee five (5) days after the date of expiration of the period for which it is required.

The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations

financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues de la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, pour la période comprise entre le 7 juin 1945 et le 7 juin 1946.

COMMISSION CONJOINTE DES COIFFEURS POUR DAMES DE MONTRÉAL

Budget proposé pour la période comprise entre le 7 juin 1945 et le 7 juin 1946

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 4,000.00
Salariés	4,000.00
Artisans	3,200.00
Certificats de compétence et d'apprentissage	800.00
	\$12,000.00

<i>Dépenses:</i>	
Inspecteurs	\$ 5,600.00
Frais de déplacement	416.00
Bureau	2,080.00
Loyer	800.00
Téléphone et électricité	120.00
Timbres	124.00
Imprimerie et fournitures de bureau	500.00
Taxes d'affaires et d'eau	32.00
Frais légaux	900.00
Vérification des livres	200.00
Frais de la Commission	350.00
Publicité	96.00
Imprévus	782.00
	\$12,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 juin, 1945. 9442-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Syndicat des Employés de Magasin de Sherbrooke Inc. lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke. On demande:

1° Que le paragraphe "b" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"b.— *Jurisdiction territoriale:* — Le présent décret s'applique à la Cité de Sherbrooke et à tout le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites."

2° Que le paragraphe "a" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"a.— La semaine de travail sera répartie de la façon suivante:

i.— Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

ii.— Le mercredi: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m.

iii.— Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.30 p.m."

3° Que le paragraphe "d" de l'article III soit remplacé par le suivant:

to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1945, March 31st and June 30th, 1946.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal, for the period comprised between June 7, 1945 and June 7, 1946, is annexed hereto.

JOINT COMMISSION OF THE LADIES' HAIRDRESSING TRADE OF MONTREAL

Proposed Budget for the period between June 7, 1945, and June 7, 1946.

<i>Receipts:</i>	
Levies ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 4,000.00
Employees	4,000.00
Artisans	3,200.00
Competency and apprenticeship certificates	800.00
	\$12,000.00

<i>Expenses:</i>	
Inspectors	\$ 5,600.00
Travelling expenses	416.00
Office	2,080.00
Rent	800.00
Telephone and lighting	120.00
Stamps	124.00
Printing and office equipment	500.00
Business and water taxes	32.00
Legal charges	900.00
Audition of books	200.00
Commission's expenses	350.00
Publicity	96.00
Unforeseen disbursements	782.00
	\$12,000.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 2, 1945. 9442-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "Le Syndicat des Employés de Magasin de Sherbrooke, Inc." has submitted to him a petition to amend the decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, relating to the employees of groceries, butcher shops and restaurants-groceries in the city of Sherbrooke. It is requested:

1° That subsection "b" of section II be replaced by the following:

"b.— *Territorial jurisdiction:* — The present decree applies to the City of Sherbrooke and to all the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits."

2° That subsection "a" of section III be replaced by the following:

"a.— The work week shall be divided as follows:

i.— On Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

ii.— On Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

iii.— On Friday: from 8.00 a.m. to 10.30 p.m."

3° That subsection "d" of section III be replaced by the following:

"d.—Cependant, le travail pourra être prolongé:

1. La veille des fêtes chômées, lorsque cette veille ne sera pas un vendredi, jusqu'à 6.30 p.m.; dans tous les autres cas, le travail pourra se prolonger jusqu'à 6.00 p.m. le mercredi après-midi lorsqu'il y aura un jour chômé (autre que le dimanche) dans la même semaine.

2. Le jour du Marché hebdomadaire Lansdowne de Sherbrooke, jusqu'à 10.30 p.m.

3. Les trois (3) jours précédant la fête de Noël et les deux (2) jours qui précèdent le Jour de l'An — le dimanche n'étant pas compris dans ces deux fêtes — jusqu'à 10.00 p.m."

4° Que le paragraphe "e" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"e.—La durée totale régulière du travail hebdomadaire pour les salariés est de cinquante-trois (53) heures, réparties selon l'horaire prévu au paragraphe "a" du présent article.

Nonobstant ce qui précède, dans les restaurants-épiceries, les heures de travail seront celles nécessaires à l'entreprise, mais la vente de l'épicerie sera totalement prohibée avant et après les heures de travail des épiceries et des boucheries."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 2 juin 1945.

9444-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Corporation municipale de la Cité de Sherbrooke, ci-après appelée "l'employeur",

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés municipaux de la Cité de Sherbrooke, ci-après appelé "les salariés", pour l'employeur et les salariés des occupations et métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*Juridiction professionnelle*:—Le décret ne s'appliquera qu'aux employés permanents de l'employeur, travaillant dans les départements de la Voirie, de l'Aqueduc, des Parcs et de l'Hygiène.

II.—*Taux de salaires*:—Les salariés doivent être payés chaque semaine, conformément à la cédule de salaires suivante:

Catégorie:	Taux horaire
1 — Journalier, dans tous les services	\$ 0.50
1a — Journalier spécialisé	0.55
2 — Chauffeur-mécanicien, pelle à vapeur	0.70
2a — Chauffeur de bouilloires, Classe "A"	0.60
2b — Chauffeur de bouilloires, Classe "B"	0.55

"d.—However, the duration of work may be extended:

1. On holiday eves, when such eves do not fall on Friday, until 6.30 p.m.; in all other cases, work may be performed until 6.00 p.m. on Wednesday afternoon, when a holiday (other than Sunday) will fall in the same week.

2. On Sherbrooke Landsdowne weekly market day, until 10.30 p.m.

3. On the three (3) days preceding Christmas Day and the two (2) days preceding New Year's Day — Sunday not being included in these two (2) holidays — until 10.00 p.m."

4° That subsection "e" of section III be replaced by the following:

"e.—The entire regular weekly duration of labour for the employees shall consist of fifty-three (53) hours, distributed according to the daily working hours mentioned in subsection "a" of the present section.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, in restaurants and groceries, the working hours shall be those required by the concern, but grocery shall not be sold before or after the working hours established for groceries and butcher shops."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 2, 1945.

9444-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the contracting parties hereinafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Municipal Corporation of the City of Sherbrooke, hereinafter called "The Employer"

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des employés municipaux de la Cité de Sherbrooke", hereinafter called "The Employees",

for the employer and the employees of the occupations and trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Professional jurisdiction*:—The decree shall apply only to the permanent employees of the employer working in the following departments: Roads, Aqueduct, Parks and Hygiene.

II.—*Rates of wages*:—The employees shall be paid each week, according to the following wage schedule:

Category:	Hourly rates
1 — Labourers, in all services	0.50
1a — Specialized labourers	0.55
2 — Fireman—engineman, steam shovel	0.70
2a — Boiler fireman, Class "A"	0.60
2b — Boiler fireman, Class "B"	0.55

2c — Chauffeur de bouilloires, dans les bâtisses (semaine de 56 heures les dimanches inclus)	\$32.32	2c — Boiler fireman in buildings (week of 56 hours, Sundays included) . . .	\$32.32
3 — Chauffeur et mécaniciens à l'usine à asphalte	0.55	— Fireman and engineman— asphalt shop	0.55
3a — Conducteur de rouleaux à asphal- te	0.60	3s — Asphalt roller operator	0.60
3b — Conducteur de rouleaux ordinai- res	0.58	3b — Ordinary roller operator	0.58
4 — Préposé à la balance de concasseur 4a — Mécanicien de concasseur: Grai- seur	0.45 0.55	4 — Steam roller scale worker (con- casqueur)	0.45
4b — Mécanicien de concasseur: Forge- ron	0.63	4a — Steam roller (concasqueur) engi- ne-man: Oiler	0.55
5 — Contremaître de quartier	0.61	4b — Steam roller (concasqueur) engi- ne-man: Blacksmith	0.63
6 — Préposé à l'entretien des patinoi- res (semaine de 70 heures les di- manches inclus)	\$31.00	5 — Ward foreman	0.61
7 — Maréchal Ferrant	0.65	6 — Skating-rinks maintainante man 70 hour week, Sundays included) .	\$31.00
7a — Forgeron, Classe "A"	0.55	7 — Farrier	0.65
8 — Mineur (dynamite)	0.55	7a — Blacksmith, Class "A"	0.55
9 — Charretier	0.55	8 — Blaster (dynamite)	0.55
10a — Chauffeur de camion (4 ans et plus de service)	0.60	9 — Horse-driver	0.55
10b — Chauffeur de camion, Classe "B" .	0.55	10a — Truck driver (minimum service period of 4 years)	0.60
10c — Chauffeur de camion arrosoir, s'il travaille sans-aide	0.63	10b — Truck driver, Class "B"	0.55
11 — Opérateur de tracteurs et compres- seurs	0.55	10c — Watering truck driver, when work- ing without any helper	0.63
12 — Préposé au béliet (bulldozer) . . .	0.72	11 — Tractor and compressor operator .	0.55
13 — Opérateur de gratte mécanique (grader)	0.63	12 — Bulldozer operator	0.72
14 — Contremaître général	0.72	13 — Grader operator	0.63
14a — Contremaître, Classe "A"	0.65	14 — General foreman	0.72
14b — Contremaître, Classe "B"	0.61	14a — Foreman, Class "A"	0.65
15 — Gardien d'écuries (semaine de 56 heures dimanches et fêtes inclus) .	\$28.00	14b — Foreman, Class "B"	0.61
16 — Mécanicien en chef de garage . . .	0.75	15 — Stable watchman (56-hour week, Sundays and holidays included) .	\$28.00
16a — Mécanicien de garage, Classe "A" .	0.65	16 — Garage chief mechanic	0.75
16b — Mécanicien de garage, Classe "B" .	0.60	16a — Garage mechanic, Class "A" . . .	\$0.65
16c — Aide mécanicien de garage	0.50	16b — Garage mechanic, Class "B" . . .	0.60
17a — Menuisier, Classe "A"	0.60	16c — Garage mechanic's helper	0.50
17b — Menuisier, Classe "B"	0.55	17a — Joiner, Class "A"	0.60
18 — Contremaître, Incinérateur	0.58	17b — Joiner, Class "B"	0.55
18a — Contremaître, usine à asphalte .	0.70	18 — Foreman, Incinerator	0.58
18b — Aide-incinérateur, usine à asphal- te	0.57 1/2	18a — Foreman, Asphalt shop	0.70
19 — Peseur et mélangeur à asphalte . .	0.55	18b — Helper—Incinerator and Asphalt shop	0.57 1/2
20 — Préposé aux alivettes	0.55	19 — Asphalt weigher and mixer	0.55
21 — Niveleur et rateleur à asphalte . .	0.57	20 — "Alivette" operator	0.55
22 — Pelleteur à asphalte	0.55	21 — Asphalt leveller and raker	0.57
23 — Contremaître, service des égouts .	0.70	22 — Asphalt shoveller	0.55
23a — Assistant contremaître, service des égouts	0.60	23 — Foreman, Sewers department . . .	0.70
23b — Aide (service des égouts)	0.55	23a — Assistant-foreman, Sewers depart- ment	0.60
24 — Préposé au chauffage et à la plom- berie	0.75	23b — Helper (Sewers department) . . .	0.55
25 — Sellier	0.55	24 — Heating and plumbing employees .	0.75
26 — Jardinier-fleuriste, Classe "A" . .	0.65	25 — Harnass-maker	0.55
26a — Jardinier-fleuriste, Classe "B" . .	0.55	26 — Gardner—florist, Class "A" . . .	0.65
27 — Contremaître-menuisiers, tailleur d'arbres	0.58	26a — Gardener—florist, Class "B" . . .	0.55
28 — Gardien des parcs	0.50	27 — Joiner foreman, tree cutter	0.58
29a — Assistant-surintendant, aqueduc .	0.85	28 — Park watchman	0.50
29b — Contremaître, aqueduc, Classe "A"	0.65	29a — Assistant-superintendent Aque- duct	0.85
29c — Contremaître, aqueduc, Classe "B"	0.62	29b — Foreman, Aqueduct, Class "A" . .	0.65
30 — Réparateur de compteurs et d'ou- tillage, aqueduc	0.65	29c — Foreman, Aqueduct, Class "B" . .	0.62
31a — Préposé à l'enlèvement des vidan- ges sur camion	0.52	30 — Meters and tools repair man, A- queduct	0.65
31b — Préposé à l'enlèvement des vidan- ges sur voiture	0.50	31a — Scavenger with truck	0.52
32 — Poseur de pierres et de blocs de granit	0.55	31b — Scavenger with horse-drawn ve- hicle	0.50
		32 — Stone and granite blocks layer . .	0.55

33 —	Mécanicien de l'usine à pomper l'eau (pump house) (semaine de 59 heures).....	\$26.00
34	Gardien de vespasiennes (dimanches et fêtes inclus)	19.00

III.—Les salariés engagés sur une base horaire sont rémunérés comme suit, quelle que soit l'heure à laquelle le travail a commencé:

- a.— Pour huit heures de travail, salaire régulier, qu'il y ait une ou plusieurs équipes.
- b.— Après huit heures de travail, salaire et quart.
- c.— Les dimanches, salaire et demi.

IIIA.—Cependant, durant la période du 1er mai au 1er octobre, le travail sera réparti comme suit: huit (8) heures le lundi, neuf (9) heures les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi; si le travail doit être effectué le samedi après-midi jusqu'à 5.00 p.m., il n'y aura aucune rémunération au taux supplémentaire.

IIIB.— Dans le cas de chauffeurs de bouilloires dans les bâtisses, des gardiens d'écuries et des préposés à l'entretien des patinoires, la base horaire de salaire pour le calcul des heures supplémentaires sera respectivement de \$0.58, \$0.53 et \$0.50 l'heure.

IIIC.— Dans le cas des gardiens d'écuries et des mécaniciens de l'usine à pomper l'eau, il leur est accordé une semaine de vacances qu'ils devront prendre du dimanche au samedi suivant ou sept (7) jours consécutifs.

IV.— Les salariés bénéficient d'un congé payé les jours de fêtes suivants: la Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Immaculée Conception, l'Ascension, la Toussaint, le Vendredi Saint, la St-Jean-Baptiste, la confédération et la fête du Travail; s'ils doivent travailler ces jours-là, ils sont rémunérés au taux de salaire et quart.

V.— *Absence pour maladie*.— Les salariés ayant travaillé pour la cité pendant douze mois consécutifs ont droit chaque année à trois jours payés d'absence pour maladie. Les salariés ayant travaillé pendant trente-six mois et plus pour la cité ont droit chaque année à six jours payés d'absence pour maladie. Cependant, ces jours d'absence pour maladie ne s'accumulent pas d'année en année. Les autorités municipales se réservent le droit d'exiger un certificat de médecin si elles le jugent à propos.

VI.— *Durée du décret*.— Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1946. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties ne donne un avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins soixante (60) jours avant le 1er mai de chaque année.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 juin, 1945.

9447-o

33 —	Pump house operator (59-hour week).....	\$26.00
34 —	Public urinal keeper (Sundays and holidays included).....	19.00

III.—The employees employed by the hour shall be paid as follows, regardless of the starting time of the work:

- a.— For eight hours of work, regular rate, whether there be one or more shifts.
- b.— After eight hours of work, time and one quarter.
- c.— On Sundays, time and one half.

IIIA.—However, during the period from May 1st to October 1st, the duration of labour shall be distributed as follows: eight (8) hours on Monday, nine (9) hours on Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours on Saturday; when work must be performed Saturday afternoon until 5.00 p.m., no overtime rate shall be paid.

IIIB.—In the case of boiler firemen in the buildings, of stable watchmen and of skating-rink maintenance men, the basic hourly rates for the computing of overtime pay shall be the following respective ones: \$0.58, \$0.53 and \$0.50.

IIIC.—A vacation of one week shall be granted to the stable watchmen and pump house operators, such week to be taken from a Sunday to the next Saturday or, at any rate, seven (7) consecutive days.

IV.—The employees shall have a holiday with pay on Christmas Day, New Year's Day, Epiphany, Immaculate Conception, Ascension Day, All Saints Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day and Labour Day; when they have to work on these days, they shall receive time and one quarter.

V.— *Absence because of illness*.—Employees having worked for the City for twelve consecutive months shall be entitled to a full-pay sick leave of three days per year. Those having worked during at least thirty-six months for the City shall be entitled every year to a sick leave of six days with pay. These days of authorized absence shall not, however, accumulate from year to year. The municipal authorities shall have the right to exact a doctor's certificate when deemed advisable.

VI.— *Duration of the decree*.—The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective until May 1st, 1946. Thereafter, it shall renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties give the other a notice of its intention to repeal same, at least sixty (60) days before May 1st, of each year.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 2, 1944.

9447-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 781, du 29 mars, 1941, et amendements, relatif au métier de boulanger dans le district de Québec. On demande:

1° Que le paragraphe "d" de l'article II soit radié.

2° Que l'article V soit remplacé par le suivant:

"V. *Durée du travail*: La durée hebdomadaire du travail sera la suivante:

a.— Dans les boulangeries où l'on fabrique du pain, ainsi que pour le département de la livraison: cinquante-sept (57) heures dans la zone I et soixante-sept (67) heures dans la zone II.

b.— Dans les boulangeries où l'on fabrique exclusivement des gâteaux, des biscuits et des pâtisseries de tous genres, ainsi que pour les départements de la livraison: cinquante-sept (57) heures dans les zones I et II.

c.— Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire tout travail exécuté en plus des heures régulières spécifiées dans le présent article, sera rémunéré au taux de salaire et demi et ce dans toute la juridiction territoriale."

3° Que l'article VI soit remplacé par le suivant:

"VI.— a.— Les jours où le travail est interdit sont les suivants, pour les deux zones:

La St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le Jour de Noël et le Jour de l'An ainsi que le lendemain de ces deux fêtes à moins que ce ne soit un samedi.

b.— Tout employeur doit donner une semaine de vacances payée à tout salarié qui a été à son emploi pendant douze mois consécutifs.

c.— Toute réduction du salaire minimum d'un salarié est interdite pour les jours chômés mentionnés au paragraphe "a" du présent article."

4° Que les articles VII à XXI inclusivement soient radiés et remplacés par les suivants:

"VII.— Toute boulangerie où l'on fabrique du pain doit payer les salaires minima suivants:

	Par semaine	
	Zone I	Zone II
Contremaître.....	\$28.00	\$25.00
Compagnon-boulangier.....	25.00	22.00
Aide.....	18.00	15.00
Apprenti.....	12.00	10.00

Le compagnon-boulangier surnuméraire doit être rémunéré au même taux que le compagnon-boulangier régulier."

"VIII.— Le nombre d'aides et d'apprentis réunis ne doit, en aucun cas dépasser 25% du nombre de contremaîtres et de compagnons boulangers réunis.

Dans la petite boulangerie, il sera permis à un employeur d'avoir un apprenti ou un aide pourvu qu'il y ait au moins un compagnon boulangier payé suivant le minimum établi dans ce décret."

"IX.— Tout salarié remplaçant dans l'exercice de ses fonctions un contremaître, un compagnon-boulangier, un compagnon-boulangier surnuméraire un aide, ou un apprenti, absent de l'ouvrage pour quelque raison que ce soit, devra recevoir le salaire de celui qu'il remplace et dont il exerce les fonctions."

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, Chapter 163), that the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree, number 781, of March 29, 1941, and amendment relating to the baker trade in the district of Quebec. It is requested:

1° That subsection "d" of section II be stricken off.

2° That section V be replaced by the following:

"V.— *Duration of labour*: The weekly duration of labour shall be the following:

a.— In bakeries where bread is made, and in delivery departments: fifty-seven (57) hours in zone I and sixty-seven (67) hours in zone II.

b.— In bakeries where only cakes, biscuits or crackers and pastries of all kinds are made, and in the delivery departments: fifty-seven (57) hours in zones I and II.

c.— All overtime, i.e. all work performed in excess of the regular hours specified in the present decree shall be remunerated at the rate of time and one half and this, in the entire territorial jurisdiction."

3° That section VI be replaced by the following:

"VI.— a.— To work is to be performed on the following days in both zones:

St. John the Baptist Day: Labour Day, Christmas Day and New Year's Day as well as the day after these two holidays unless it fall on Saturday.

b.— Every employer shall give a vacation of one week with pay to every employee who has been in his employ during twelve consecutive months.

c.— No reduction of the minimum wages of an employee shall be permitted because of the days kept as holidays mentioned in subsection "a" of the present section."

4° That sections VII to XXI inclusive be deleted and replaced by the following:

"VII.— All bakeries producing bread shall pay the following minimum rates of wages:

	per week	
	Zone I	Zone II
Foreman.....	\$28.00	\$25.00
Baker journeyman.....	25.00	22.00
Helper.....	18.00	15.00
Apprentice.....	12.00	10.00

The supernumerary journeyman-baker shall be paid the same wage rate as the regular journeyman-baker."

"VIII.— The number of helpers and apprentices together shall never exceed 25% of the total number of foremen and journeymen bakers.

In small bakeries, an employer shall be permitted to have one apprentice and one helper when one baker journeyman is employed and paid according to the minimum rate established by this decree."

"IX.— Any wage-earner replacing in the carrying out of his functions a foreman, a journeyman-baker, a supernumerary journeyman-baker, a helper or an apprentice away from his work for any reason whatsoever, shall receive the wages of the one he replaces and whose work he performs."

"X.— Dans toute boulangerie, l'emploi par l'employeur d'un ou de plusieurs compagnons-boulangers surnuméraires est facultatif."

"XI.— L'employeur d'une boulangerie où l'on fabrique en plus du pain, des brioches à la levure et des beignes, qui n'affecte pas exclusivement un salarié à cette fabrication, devra accorder aux compagnons-boulangers à son emploi et en la divisant en parts égales et ce en plus de leur salaire, une somme de trois (\$3.00) dollars par sac de farine ainsi utilisé dans la zone I, et \$2.55 dans la zone II; le premier sac de farine utilisé à cette fin dans une semaine donnée ne sera pas calculé pour les fins du présent article."

Les dispositions du présent article n'autorisent toutefois d'aucune façon une violation quelconque de la durée du travail prévue par le présent décret."

5° Que les articles XXII à XLI inclusivement soient remplacés par les suivants:

"Dispositions relatives aux boulangeries où l'on fabrique des gâteaux des biscuits ou des pâtisseries de tous genres"

"XII.— Les prescriptions des articles XIII à XVIII inclusivement s'appliquent à toute la juridiction territoriale du présent décret."

"XIII.— Les salariés des deux sexes travaillant dans les boulangeries où l'on fabrique des gâteaux, des biscuits ou des pâtisseries de tous genres sont divisés en deux catégories de la façon suivante:

a.— *Catégorie I:* Les salariés des deux sexes affectés à la fabrication des produits ci-haut énumérés, contremaîtres, assistants-contremaîtres, compagnons, aides et apprentis.

b.— *Catégorie II:* Les salariés des deux sexes préposés à l'emballage, à l'emballage, aux commandes, à l'échantillonnage et tout autre salarié non compris dans la catégorie I. Les salariés employés dans un magasin de gros ou de détail faisant partie d'une industrie visée par le présent décret doivent obligatoirement y être inclus."

"XIV.— a. Les employés de la catégorie I seront divisés en trois (3) classes et leurs salaires ne devront pas être inférieurs aux taux mentionnés dans l'échelle suivante:

Classe A. (40%)	\$20.00 par semaine
Classe B. (40%)	15.00 " "
Classe C. (20%)	9.00 " "

b.— Le contremaître et l'assistant-contremaître feront partie de la classe "A" de la catégorie I; toutefois, leur rémunération hebdomadaire ne devra pas être inférieure aux taux suivants:

Contremaître	\$28.00 par semaine
Assistant-contremaître	25.00 par semaine

c.— Les employés de la catégorie II seront divisés en trois (3) classes et leurs salaires ne devront pas être inférieurs aux taux mentionnés dans l'échelle suivante:

Classe A.— (40%)	\$13.00 par semaine
Classe B.— (40%)	11.00 par semaine
Classe C.— (20%)	9.50 par semaine

"XV.— Tout employeur ayant à son service le nombre de salariés ci-après devra les rémunérer conformément au tableau suivant:

- | | |
|--------------------------|---|
| 1 salarié, Catégorie I. | Classe A, pas moins de \$28.00 par semaine. |
| 1 salarié, Catégorie II. | Classe A, pas moins de \$13.00 par semaine. |
| 2 salariés, Catégorie I: | Classe A, 1 pas moins de \$28.00 par semaine. |
| | Classe C, 1 pas moins de \$ 9.00 par semaine. |

"X.— In any bakery, it will be optional to the employer to hire one of more supernumerary journey-men-bakers.

"XI.— In any bakery producing doughnuts and rolls as well as bread, the employer who does not commit exclusively an employee to the baking of said doughnuts and rolls shall pay to the journeymen-bakers in his employ, for every flour bag baked for this purpose, a sum of \$3.00 in Zone I and \$2.55 in zone II, such sum to be divided in equal parts, and in paid in excess of their wages; the first flour bag thus baked in a week is not computed for the purposes of the present section.

However, the provisions of the present section do not authorize, in any way, a violation of the duration of labour established in the present decree.

5° That sections XXII to XLI inclusive be replaced by the following:

Provisions relating to bakeries producing cakes, biscuits or pastries of all kinds

"XII. The provisions of sections XIII to XVIII inclusively apply to the entire territorial jurisdiction of the present decree."

"XIII. Male and female wage-earners working in the bakeries producing cakes, biscuits of pastries of all kinds shall be divided in two categories in the following manner:

a) *Category I:* Wage-earners of both sexes employed in the production of the hereinabove mentioned products, foremen, assistant foremen, journeymen, helpers and apprentices.

b) *Category II:* The wage-earners of both sexes employed as packers, wrappers, orders and sample clerks and all other wage-earners not included in category I. All wage-earners employed in a wholesale or retail store engaged in an industry governed by the present decree shall be included in this category."

"XIV. a) The employees of category I shall be divided into three (3) classes and their wages shall not be less than the rates mentioned in the following scale:

	per week
Class A.—(40%)	\$20.00
Class B.—(40%)	15.00
Class C.—(20%)	9.00

b) The foreman and the assistant foreman shall belong to class "A" of category I; however, their weekly remuneration shall not be less than the following rates:

	per week
Foreman	\$28.00
Assistant foreman	25.00

c) Employees of category II shall be divided into three (3) classes and their wages shall not be less than the rates mentioned in the following scale:

	per week
Class A.—(40%)	\$13.00
Class B.—(40%)	11.00
Class C.—(20%)	9.50

"XV. Any employer having the number of wage-earners hereinafter enumerated shall remunerate them according to the following schedule:

- | | |
|-----------------------------|--|
| 1 wage-earner, Category I: | Class A, not less than \$28.00 per week. |
| 1 wage-earner, Category II: | Class A, not less than \$13.00 per week. |
| 2 wage-earners, Category I: | Class A, 1 not less than \$28.00 per week. |
| | Class C, 1 not less than \$ 9.00 per week. |

- 2 salariés, Catégorie II:
 Classe A, 1 pas moins de \$13.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.50 par semaine.
- 3 salariés, Catégorie I:
 Classe A, 1 pas moins de \$28.00 par semaine.
 Classe B, 1 pas moins de \$15.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.00 par semaine.
- 3 salariés, Catégorie II:
 Classe A, 1 pas moins de \$13.00 par semaine.
 Classe B, 1 pas moins de \$11.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.50 par semaine.
- 4 salariés, Catégorie I:
 Classe A, 1 pas moins de \$28.00 par semaine.
 Classe A, 1 pas moins de \$25.00 par semaine.
 Classe B, 1 pas moins de \$15.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.00 par semaine.
- 4 salariés, Catégorie II:
 Classe A, 2 pas moins de \$13.00 par semaine.
 Classe B, 1 pas moins de \$11.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.50 par semaine.
- 5 salariés, Catégorie I:
 Classe A, 1 pas moins de \$28.00 par semaine.
 Classe A, 1 pas moins de \$25.00 par semaine.
 Classe R, 2 pas moins de \$15.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.00 par semaine.
- 5 salariés, Catégorie II:
 Classe A, 2 pas moins de \$13.00 par semaine.
 Classe B, 2 pas moins de \$11.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.50 par semaine.
- 6 salariés, Catégorie I:
 Classe A, 1 pas moins de \$28.00 par semaine.
 Classe A, 1 pas moins de \$25.00 par semaine.
 Classe A, 1 pas moins de \$20.00 par semaine.
 Classe B, 2 pas moins de \$15.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.00 par semaine.
- 6 salariés, Catégorie II:
 Classe A, 3 pas moins de \$13.00 par semaine.
 Classe B, 2 pas moins de \$11.00 par semaine.
 Classe C, 1 pas moins de \$ 9.50 par semaine."

- 2 wage-earners, Category II:
 Class A, 1 not less than \$13.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.50 per week.
- 3 wage-earners, Category I:
 Class A, 1 not less than \$28.00 per week.
 Class B, 1 not less than \$15.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.00 per week.
- 3 wage-earners, Category II:
 Class A, 1 not less than \$13.00 per week.
 Class B, 1 not less than \$11.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.50 per week.
- 4 wage-earners, Category I:
 Class A, 1 not less than \$28.00 per week.
 Class A, 1 not less than \$25.00 per week.
 Class B, 1 not less than \$15.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.00 per week.
- 4 wage-earners, Category II:
 Class A, 2 not less than \$13.00 per week.
 Class B, 1 not less than \$11.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.50 per week.
- 5 wage-earners, Category I:
 Class A, 1 not less than \$28.00 per week.
 Class A, 1 not less than \$25.00 per week.
 Class B, 2 not less than \$15.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.00 per week.
- 5 wage earners, Category II:
 Class A, 2 not less than \$13.00 per week.
 Class B, 2 not less than \$11.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.50 per week.
- 6 wage-earners, Category I:
 Class A, 1 not less than \$28.00 per week.
 Class A, 1 not less than \$25.00 per week.
 Class A, 1 not less than \$20.00 per week.
 Class B, 2 not less than \$15.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.00 per week.
- 6 wage-earners, Category II:
 Class A, 3 not less than \$13.00 per week.
 Class B, 2 not less than \$11.00 per week.
 Class C, 1 not less than \$ 9.50 per week."

"XVI.— Tout employeur quels que soient les départements qu'il opère dans la même industrie ne sera pas obligé d'avoir à son emploi plus d'un contremaître et d'un assistant-contremaître."

"XVII. — En vue de l'établissement du pourcentage, l'employeur ne pourra déduire de la rémunération du salarié les heures chômées durant une journée; il ne pourra compter que les jours complètement chômés par un salarié."

"XVIII.— Les salariés travaillant moins de trente (30) heures par semaine seront considérés comme employés supplémentaires et devront recevoir une rémunération minimum de vingt-cinq (25c) cents l'heure."

"XVI. Any employer, whatever may be the departments he operates in the same industry shall not be compelled to employ more than one foreman and one assistant foreman."

"XVII. With a view to establishing the percentage, the employer is prohibited to deduct from the remuneration of the wage-earner the hours which are not worked during a day; he will only be allowed to take into account days which are not worked at all by a wage-earner."

"XVIII. Wage-earners working less than thirty (30) hours per week shall be considered as extra employees and shall receive a minimum remuneration of twenty-five (\$0.25) cents per hour."

Département de la livraison

"XIX.— Salaires minima: — a. — Les salaires minima hebdomadaires des employés de la livraison seront les suivants:

	Zone I	Zone II
Vendeur, ne fournissant que son temps	\$19.00	\$17.40
Vendeur, fournissant son temps et son véhicule (quelle qu'en soit la nature)	35.00	30.00
Aide-vendeur	10.00	9.00
Livreur, ne fournissant que son temps	16.00	14.00
Livreur, fournissant son temps et son véhicule (quelle qu'en soit la nature)	35.00	30.00

b. — Aucun employeur ne peut être considéré comme premier salarié (vendeur) sur un camion de livraison. S'il utilise les services d'un chauffeur, celui-ci devra recevoir une rémunération minimum de \$18.00 par semaine, dans la zone I, et de \$16.00 par semaine, dans la zone II."

"XX.— a. — Tout vendeur, aide-vendeur ou livreur ne sera responsable que du crédit qu'il aura alloué à son client, après défense formelle et par écrit de son patron.

b. — Toute diminution de salaire est interdite dans les départements de la fabrication ou de la

Delivery department

"XIX. Minimum wages: a. The minimum weekly wages of delivery employees shall be the following:

	Zone I	Zone II
Salesman, furnishing his time only	\$19.00	\$17.40
Salesman, furnishing his time and his vehicle (any kind)	35.00	30.00
Salesman's helper	10.00	9.00
Deliverer, furnishing his time only	16.00	14.60
Deliverer, furnishing his time and his vehicle (any kind)	35.00	30.00

b) No employer shall be considered as the first wage-earner (salesman) on a delivery truck. If he employs a driver, the minimum remuneration of the latter shall be \$18.00 per week in zone I and \$16.40 per week in zone II."

"XX. a) Any salesman, salesman's helper or deliverer shall be responsible only for the credit allowed to his customer, after having been forbidden to do in writing, by his employer.

b) Any reduction of wages is prohibited in the production or delivery departments for damaged

livraison, pour marchandises endommagées ou non vendables, sauf dans le cas de faute grave.

c.— Tout employeur devra fournir, à ses frais, les paniers spéciaux et tout article imposé par le bureau d'hygiène municipal ou provincial pour fin de livraison; il devra également fournir les uniformes et se charger de leur entretien, s'il les rend obligatoires."

Dispositions relatives à l'apprentissage

"XXI.— a.— La durée de l'apprentissage des métiers régis par le présent décret sera de trois (3) ans. L'apprenti de chacune de ces trois (3) années devra fournir au Comité paritaire, pour enregistrement, ses nom, prénoms, adresse, de même que les nom, prénoms et adresse de son employeur ou employeur professionnel.

b.— En vue du calcul des trois (3) années d'apprentissage du métier, le Comité paritaire ne tiendra compte que du temps au cours duquel l'apprenti aura été dûment enregistré audit Comité paritaire et qu'il aura effectivement été à l'emploi d'un employeur ou d'un employeur professionnel. Tout changement d'employeur ou d'employeur professionnel devra être signalé au Comité paritaire par l'apprenti."

"XXII.— Aucun employeur ou autre personne régie par le présent décret ne pourra, dans la juridiction territoriale du présent décret, prendre à son emploi un apprenti qui n'a pas été préalablement enregistré au bureau du Comité paritaire."

"XXIII.— Le salaire d'un apprenti ne devra pas être inférieur à \$12.00 par semaine dans la zone I et à \$10.00 par semaine dans la zone II."

Dispositions générales

"XXIV.— Dans toute boulangerie où l'on fabrique le pain, il devra y avoir au moins un contremaître."

"XXV.— Tout employeur qui fournit gîte et couvert à son employé, sans obligation cependant pour ce dernier de les accepter, pourra déduire de son salaire \$1.00 par semaine par pièce et vingt (\$0.20) cents par repas."

"XXVI.— Il est interdit à l'employeur, en aucun cas, de faire exécuter à un salarié un genre de travail différent de celui pour lequel ledit salarié est enregistré au Comité paritaire."

"XXVII.— Les salariés devront être payés en argent, au complet, chaque semaine."

"XXVIII.— Tout salarié, recevant le salaire minimum prévu par le présent décret, peut réclamer de son employeur les frais encourus, s'il est obligé, dans l'exécution de son travail, de s'éloigner du centre de ses opérations régulières. Tout salarié, recevant un salaire plus élevé que le minimum prévu par le présent décret, soit sur une base de commission ou autre, n'aura pas droit à tel remboursement."

"XXIX.— Le présent décret abroge le décret numéro 3023 du 10 novembre 1937 et tous ses amendements."

"XXX.— Dès la ratification de la présente convention collective par arrêté ministériel, le Comité paritaire chargé de l'application du décret numéro 3023 du 10 novembre 1937, restera en fonction et verra à l'administration du présent décret jusqu'à la formation d'un nouveau Comité paritaire. Ce nouveau Comité paritaire, après sa formation, succédera à l'ancien; tout l'actif et les droits de l'ancien comité lui seront transférés de plein droit. Il assumera toutes les responsabilités de l'ancien Comité paritaire."

or un saleable merchandise, except in the case of excessive carelessness.

c) The employer shall furnish, at his own expense, the special baskets and any article required by the municipal or provincial Hygiene Bureau for delivery purposes; he shall also furnish and clean of uniforms which he requires."

Provisions relating to apprenticeship

"XXI. a) The duration of apprenticeship in the trades governed by the present decree shall consist of three (3) years. The apprentice of each one of these three (3) years shall furnish to the Par ty Committee, for registration, his full name, address, as well as the full name and address of his employer of professional employer.

b) For the computing of the three years of apprenticeship of the trade, the Parity Committee shall consider but the time during which the apprentice is duly registered with the Parity Committee and during which he has effectively been employed by an employer or a professional employer. The apprentice shall notify the Parity Committee of any change of employer or of professional employer."

"XXII. No employer or other person governed by the present decree shall have the right to employ an apprentice who is not registered with the Parity Committee and this, in the entire territorial jurisdiction of the present decree.

"XXII. The weekly wages of an apprentice shall not be less than \$12.00 in zone I, and \$10.00 in zone II."

General provisions

"XXIV. In any bakery producing bread, there shall be at least one foreman."

"XXV. All employers, lodging and boarding their employees, without, however, any obligation on the latter's part to accept same, may deduct from the employees' wages, \$1.00 (one dollar) per week per room, and \$0.20 (twenty cents) per meal."

"XXVI. No employer shall have the right, in any case, to have the employee perform operation not connected with the occupation he is registered for at the office of the Joint Committee."

"XXVII. All wages shall be paid in cash, every week."

"XXVIII. Any wage-earner receiving the minimum wage rate provided for in the present decree may claim from his employer all expenses incurred if, in the carrying out of his work, he has to go away from the place of his regular operations. Any wage-earner receiving a higher remuneration than the minimum provided for in the present decree, whether it be on a commission basis or otherwise, shall not be entitled to such reimbursement."

"XXIX. The present decree abrogates decree number 3023, of the 10th of November 1937, and all its amendments."

"XXX. Upon the ratification of the present collective agreement by Order-in-Council, the Parity Committee entrusted with the enforcement of decree number 3023, of the 10th of November 1937, shall remain in office and administer the present decree until the formation of another Parity Committee. Such Parity Committee, after its formation, will succeed the former Committee.

All assets and rights of the former Committee will be transferred to it by right. It shall take upon itself all responsibilities of the former Parity Committee."

"XXXI.— *Durée du décret*. — Le présent décret sera valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1942. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins trente (30) jours avant son expiration ou avant l'expiration d'un de ses renouvellements."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 juin 1945.

9446-o

CORRECTION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'avis de modification concernant le décret numéro 389, du 5 février 1944, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 mai, 1945, page 1061, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "pour les ouvriers tôliers des métiers de la construction" sont ajoutés après les mots "la semaine de travail" apparaissant au troisième alinéa dudit avis.

Les mots "signifie que" sont ajoutés après les mots "ce qui", apparaissant au même alinéa.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 2 juin 1945.

9443-o

"XXXI. *Duration of the decree*: The present decree shall become effective on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until March 31st, 1942; it shall be renewed automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties gives notice to the other party of its intention to repeal same, at least thirty (30) days before its expiration or before the expiration of one of its renewals."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 2, 1945.

9446-o

CORRECTION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the notice of amendment concerning the decree number 389, of February 5, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, published in the *Quebec Official Gazette* of May 26th, 1945, page 1061, is corrected as follows:

The words "of sheet metal workers of the building trades" are added after the words "the work week" mentioned in the third paragraph of the said notice.

In the French version, the words "signifie que" are added after the words "ce qui", mentioned in the same paragraph.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 2, 1945.

9443-o

Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route Laprairie-Hemmingford.

Dans la municipalité du canton de Hemmingford, comté de Huntingdon:

Une longueur de 540 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 105d et 106f.

Québec, le 17 mai 1945.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

9408-o

Roads

NOTICE

The part of road, hereinafter designated, shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic.

Laprairie-Hemmingford Highway.

In the municipality of the township of Hemmingford, county of Huntingdon:

A length of 540 feet, Northwest of the new highway, on or facing lots Nos. 105d and 106f.

Quebec, May 17th, 1945.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

9408

Erratum

LA COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE JONQUIÈRE

Le deuxième paragraphe de la version française de l'avis public publié par la Commission scolaire du village de Jonquière dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 mai 1945, à la page 1053, doit se lire comme suit:

Erratum

THE SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF JONQUIÈRE

The second paragraph of the French version of the public notice published by the School Commission of the village of Jonquière in the *Quebec Official Gazette* of the 26th of May, 1945, on page 1053, should read as follows:

"Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1945, présenter lesdites obligations, pour paiement, à la Banque Canadienne Nationale à Jonquière, à Québec ou à Montréal, avec tous coupons d'intérêt non échus."

9400A-o

"Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1945, présenter lesdites obligations, pour paiement, à la Banque Canadienne Nationale à Jonquière, à Québec ou à Montréal, avec tous coupons d'intérêt non échus."

9400A

Liquidation, avis de :

LA SOCIÉTÉ DE BÉNÉFICES DES EMPLOYÉS DE LA
CIE THOS. DAVIDSON LTÉE.
2355, rue Déglise

Montréal, le 26 mai 1945.

Lors d'une assemblée générale spéciale des membres de ladite Société, tenue le vendredi, 25 mai 1945, à la Cafétéria de la General Steel Wares, située coin des rues Albert et Vinet, Montréal, il a été décidé que la Société soit liquidée.

La date pour la cessation des contracts a été fixée pour le 30 juin 1945.

L'assemblée a proposé comme liquidateur le secrétaire actuel de la Société :

M. Jas. A. Henderson,
2355, rue Déglise,
Montréal.

Le 27 juin 1945 a été fixé comme date d'approbation du liquidateur, à la Cafétéria de la General Steel Wares, située coin des rues Albert et Vinet, Montréal, à 8.15 p.m.

Cet avis a été donné en conformité avec la Section numéro 276 de l'acte de l'assurance de Québec.

LA SOCIÉTÉ DE BÉNÉFICES DES EMPLOYÉS
DE LA CIE THOS. DAVIDSON LTÉE.
Le Secrétaire,

9424-22-2-o

JAS. A. HENDERSON.

Winding up Notice :

THE THOS. DAVIDSON MFG. CO. LIMITED
EMPLOYEES' BENEFIT SOCIETY
2355 Delisle Street

Montreal, May 26th, 1945.

At a Special General Meeting of the members of the above Society held on Friday, May 25th, 1945, at the General Steel Wares' Lunch Room, corner of Albert and Vinet Streets, Montreal, it was decided that the Society be liquidated.

The date when all contracts will cease was set for June 30th, 1945.

The meeting proposed as liquidator the present secretary of the Society :

Mr. Jas. A. Henderson,
2355 Delisle Street,
Montreal.

The date for the appointment of same was set for June 27th, 1945, at Lunch Room, corner of Albert and Vinet Streets, Montreal, at 8.15 p.m.

This notice is given pursuant to Section 276 of the Quebec Insurance Act.

THE THOS. DAVIDSON MFG. CO. LIMITED
EMPLOYEES' BENEFIT SOCIETY,
JAS. A. HENDERSON,

9424-22-2-o

Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir :

Québec, le 4 mai 1945.

MM. Raymond Dupuis, de Montréal, et Patrick E. Delaney, de Granby, tous deux membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 13 mars 1945.

M. Louis St-Germain; inspecteur général au ministère de la Voirie, à compter du 1er février 1945.

Québec, le 6 avril 1945.

Léopold Rogers, 4284, rue Adam, Montréal, Alphonse Favre, marchand, 210, avenue Guilbault Longueuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: Viateur Farley, président de la Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, 8577, rue Foucher, Montréal Lucien LaVallée, sténographe officiel, 3427, rue

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, May 4th, 1945.

Messrs. Raymond Dupuis, of Montreal, and Patrick E. Delaney, of Granby, both members of the Bar of the Province: King's Counsels.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Québec, March 13th, 1945.

Mr. Louis St-Germain: general inspector of the Department of Roads, from and after February 1st, 1945.

Québec, April 6th, 1945.

Leopold Rogers, 4284 Adam street, Montreal, Alphonse Favre, merchant, 210 Guilbault avenue, Longueuil; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: Viateur Garley, president of "la Mutuelle des Fonctionnaires de la Province", 8577 Foucher street, Montreal, Lucien LaVallée, official steno-

Delorimier, Montréal, et Jean-Jules Rufange, inspecteur pour l'Impôt sur le Revenu, 5550, 7me avenue, Rosemont: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; M. l'abbé Philippe Breen, curé, de Moffette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Témiscamingue; M. Edmond L'Italien, Chibougamau, comté de Roberval: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; M. Arthur-C. DeLachevrotière, gérant de la Caisse populaire de Rouyn: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda. — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 27 avril 1945.

MM. Edmond Lessard, journalier, de Black Lake, comté de Mégantic, Désiré Langlois, épicière-éleveur, de Robertsonville, Albert Mathieu, contremaître, de Black Lake, comté de Mégantic, et Félix Bisson, horticulteur, de Robertsonville: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Louis-Philippe Lessard, cultivateur, de St-Joseph de Beauce: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Joseph-H. Gagnon, cultivateur, de Lac Sauvage, comté de Témiscouata; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, le 4 mai 1945.

MM. Charles-Édouard Bernier et Léon Tremblay, tous deux de Matane: nommés pour agir conjointement comme registrateur de la division d'enregistrement de Matane, sous le nom de Bernier et Tremblay, à compter du 15 mai 1945.

MM. Charles Fournier, secrétaire général du Service des examinateurs électriciens, 141, rue de la Reine, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la Province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15); J.-Louis Lucien Presseau, gérant, 2014, rue Metcalfe, apt. 7, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15); Hercule Serre, comptable, Émile Perras rentier, Noël Beausoleil, boucher, tous trois de la ville de Laprairie, Adrien Moquin, Gustave Brassard, cultivateurs, de Brosseau Station, comté de Laprairie, Ovide Lamarche, cultivateur, de Laprairie (paroisse), Alexis Surprenant, cultivateur, de Côte St-Lambert de Laprairie, Jimmy Guérin, cultivateur, de Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie, Aquila Gratton, forgeron, Joseph-Émile Deslippe, cultivateur, tous deux de St-Philippe de Laprairie, Fédora Dulude, cultivateur, de St-Mathieu de Laprairie, Gérard Beaulieu, marchand, de St-Isidore de Laprairie, Gustave Doyon, cultivateur, de St-Isidore de Laprairie: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Wilfrid Dupuis, cultivateur, Philiza Rancourt, garagiste, tous deux de Napierville, René Gagné, ouvrier, de St-Édouard de Napierville, Émile Trudeau, cultivateur, de St-Michel, Ferdinand Pinsonnault, cultivateur, de St-Michel, Léopold Martin, cultivateur, de St-Rémi de Napierville: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville; Antonio Lamontagne, garagiste, de St-Nérée, comté de

grapher, 3427 Delorimier street, Montreal, and Jean-Jules Rufange, income tax inspector, 5550, 7th avenue Rosemont: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Reverend abbé Philippe Breen, parish-priest, of Moffette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Témiscamingue; Mr. Edmond L'Italien, Chibougamau, county of Roberval; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Mr. Arthur C. DeLachevrotière, manager of "la Caisse Populaire" of Rouyn: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda. — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 27th, 1945.

Messrs. Edmond Lessard, labourer, of Black Lake, county of Megantic, Désiré Langlois, grocer-breeder, of Robertsonville, Albert Mathieu, foreman, of Black Lake, county of Megantic, and Félix Bisson, horticulturist, of Robertsonville: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Louis-Philippe Lessard, farmer, of St-Joseph de Beauce: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Joseph Gagnon, farmer of Lac Sauvage, county of Témiscouata: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska.

Quebec, May 4th, 1945.

Messrs. Charles-Édouard Bernier et Léon Tremblay, both of Matane: appointed to act jointly as registrar for the Registration Division of Matane, under the name of "Bernier et Tremblay", as from the 15th of May, 1945;

Messrs. Charles Fournier, general secretary for the Board of Examiners of Electricians, 141 de la Reine street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15); J. Louis Lucien Presseau, manager, 2014 Metcalfe street, apt. 7, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15); Hercule Serre, accountant, Émile Perras, annuitant, Noël Beausoleil, butcher, all three of the town of Laprairie, Adrien Moquin, Gustave Brassard, farmers, of Brosseau Station, county of Laprairie, Ovide Lamarche, farmer, of Laprairie (Parish), Alexis Surprenant, farmer, of Côte St-Lambert de Laprairie, Jimmy Guérin, farmer, of Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie, Aquila Gratton, blacksmith, Joseph Émile Deslippe, farmer, both of St-Philippe de Laprairie, Fédora Dulude, farmer, of St-Mathieu de Laprairie, Gérard Beaulieu, merchant, of St-Isidore de Laprairie, Gustave Doyon, farmer, of St-Isidore de Laprairie: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Wilfrid Dupuis, farmer, Philiza Rancourt, garage-keeper, both of Napierville, René Gagné, workman, of St-Édouard de Napierville, Émile Trudeau, farmer, of St-Michel, Ferdinand Pinsonnault, farmer, of St-Michel, Léopold Martin, farmer, of St-Rémi de Napierville: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville; Antonio Lamontagne, garage-keeper, of St-Nérée,

Bellechasse: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny.

M. Rodrigue Côté, greffier de la Cour de magistrat, à Matane: Commissaire per dedimus potestatem.

Québec, le 9 mai 1945.

MM. Fernand Pelletier, mesureur, de St-Thomas de Cherbourg, comté de Matane: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Luc Délorne, sous-chef de police, de Pointe-Aux-Trembles: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; J-Wilfrid Routhier, gérant, 12, rue Mercier, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 24 mai 1945.

M. Osias Lamoureux, employé au Bureau du service sélectif national, division de la mobilisation, 132, rue St-Jacques, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

county of Bellechasse: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny.

Mr. Rodrigue Côté, Clerk of the Magistrate's Court, at Matane: to be Commissioner per dedimus potestatem.

Québec, May 9th, 1945.

Messrs Fernand Pelletier, scaler, of St-Thomas de Cherbourg, county of Matane: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Luc Délorne, deputy chief of Police, of Pointe-aux-Trembles: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; J. Wilfrid Routhier, manager 12 Mercier street, Sherbrooke: to be a Justice of the peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such to administer the oath only, pursuant to the provisions of section 258 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, May 24th, 1945.

Mr Osias Lamoureux, employee of the National Selective Service office mobilization section, 132 St. James street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Ventes par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234104. Dame Noëlla Arcand et Al, demanderesse vs Aristide Arcand, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Fabre-Surveyer de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 30 avril 1945, dans une cause dans laquelle Dame Noëlla Arcand, épouse séparée de biens de Marcel Parent et ledit Marcel Parent pour autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, et Dame Pauline Arcand, épouse séparée de biens de Albert-Philippe De Carlo et ledit Albert-Philippe De Carlo pour autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un immeuble ayant front sur la rue Sainte-Elisabeth et mesurant 21 pieds de largeur par environ 100 pieds de profondeur (mesure anglaise), et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, comme étant le lot N° 26 de la subdivision officielle N° 1, avec bâtisse y érigée, portant les numéros civiques 948 et 950, rue Sainte-Elisabeth (16 et 16a, anciens numéros)", l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 5ième jour de juillet 1945, Cour tenante, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice à Montréal, sujet à charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges

Sales by Licitaton

Province of Quebec, District of Montreal Superior Court, No. 234104. Dame Noëlla Arcand et Al, Plaintiffs vs Aristide Arcand, Defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in conformity with the judgment of the Honourable Mr. Justice Fabre-Surveyer, of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, on the 30th day of April, 1945, in a case in which Dame Noëlla Arcand, wife separate as to property of Marcel Parent and the said Marcel Parent for the purpose of authorizing his said wife, both of the city and district of Montreal, and Dame Pauline Arcand, wife separate as to property of Albert-Philippe De Carlo and the said Albert-Philippe De Carlo for the purpose of authorizing his said wife, both of the city and district of Montreal, are plaintiffs, ordering the sale and licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

"An immovable fronting on St. Elizabeth Street and measuring 21 feet in width by approximately 100 feet in depth (English measure), known and designated to the Official Plan and Book of Reference of St. Louis Ward, as being lot No. 26, Official Subdivision No. 1, with building thereon erected and bearing civic No. 948 and 950 St. Elizabeth Street (16 and 16a, old numbers)", the immovable above described will be sold by auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the 5th day of July, 1945, "Cour tenante", at the Court House in Montreal, at the Prothonotary's office, in accordance with the conditions contained in the List of Charges deposited in Court, to the Prothonotary's office; and that any "opposition afin d'annuler, afin de

ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 28 mai 1945.

Les Procureurs des demandereses,
9412-22-2-o PRÉVOST & ROBERT.

charges or afin de distraire" to the said sale will have to be deposited at the Prothonotary's office of the said Superior Court in the least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that "all opposition afin de conserver" will have to be deposited within six days after the adjudication and all interested parties failing to file said oppositions in the delays prescribed by the present notice will be foreclosed from so doing.

Montreal, May 28th, 1945.

PRÉVOST & ROBERT,
9412-22-2-o Attorneys for Plaintiffs.

VENTE PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } LONDON & SCOTTISH
N° 235526 } ASSURANCE COR-
PORATION LIMITED, demanderesse, vs J.-
ARTHUR ARCHAMBAULT, en sa qualité de
curateur à la succession vacante de feu JOSEPH
HILAIRE ROCH, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison, en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la demi nord de la subdivision trois de la subdivision sept de la subdivision officielle du lot numéro trente-deux (32-7-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit:

En front par ladite rue Hutchison; en arrière par une ruelle étant la subdivision onze de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-11) audit plan officiel; d'un côté par le résidu de ladite subdivision trois de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-3) et de l'autre côté par la subdivision quatre de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-4) auxdits plan et livre de renvoi officiels. Avec la résidence portant les numéros civiques 2716, 2718 et 2720 de ladite rue Hutchison et autres structures y érigées; les murs de côté d'icelle sont mitoyens avec les lieux adjacents et avec le droit d'usage en commun avec d'autres de la ruelle en arrière dudit emplacement."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 30 mai 1945. 9440-22-2
[Première insertion, 2 juin 1945]

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } LONDON & SCOTTISH
No. 235526 } ASSURANCE COR-
PORATION LIMITED, plaintiff; vs J.-AR-
THUR ARCHAMBAULT, in his quality of
Curator to the vacant estate of the late JOSEPH
HILAIRE ROCH, defendant.

"An emplacement fronting on Hutchison street, in the city of Outremont, known as designated as being the North half of Subdivision Three of Subdivision Seven of the Official Subdivision of Lot Number Thirty-two (32-7-3) on the Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal; containing Twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows:

In front by said Hutchison Street; in rear by a lane being Subdivision Eleven of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-11) on said Official Plan; on one side by the remainder of said Subdivision Three of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-3) and on the other side by Subdivision four of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-4) on the said Official Plan and Book of Reference. With the dwelling house bearing civic Numbers 2716, 2718 and 2720 of said Hutchison Street and other erections thereon; the side walls whereof are mitoyen with the adjoining premises and with the right of use in common with others in the land in rear of the said emplacement."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 30th, 1945 9440-22-2-o
[First insertion, June 2nd, 1945]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 22

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Larivée vs Gervais..... 1081

ARRETÉS EN CONSEIL:

1628—Concernant les règlements du Service de l'Assistance publique..... 1096
1922—Commerce de l'alimentation en détail dans les cités de Québec et Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon..... 1094
1923—Métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal..... 1095
1924—Industrie de la peinture..... 1095
1925—Métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal..... 1094
1926—Employés de la Canadian Car and Foundry Company Limited, usines Turcot et Dominion..... 1082

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Auriac Mines Ltd (Distribution de l'actif)..... 1107
Bills sanctionnés..... 1109
Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, Inc. (Nom changé)..... 1106
Fédération Catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la province de Québec, Inc. (Formation)..... 1106
Huntingdon Chateau Incorporated (Distribution de l'actif)..... 1107
L'Association des Employés du Textile de Cowansville (Nom changé)..... 1106
Les Sables des Mille-Iles Ltée—Des Mille-Iles Sand Ltd (Directeurs)..... 1108
L'Union des Ouvriers de l'Industriel de Magog (Formation)..... 1108
Numaque Mining Co. (Distribution de l'actif)..... 1107
Price, village de (Nom changé)..... 1107
The Lakeview Cemetery Company (Règlements)..... 1108
Union Canadienne des Employés de Distilleries (Nom changé)..... 1108
Val d'Oro Mines Limited (Directeurs)..... 1108

CHARTES—ABANDON DE:

La Cie de Capsules Idéales Limitée—The Ideal Bottle Caps Co. Limited... 1111
Standard Electric Supply Company Ltd 1111

DEPARTEMENTS—AVIS DES:

AGRICULTURE:

Coopérative Avicole Régionale d'Etchemin..... 1111
Shawville-Canners Co. Operative..... 1111
Société Coopérative Agricole de beurre et fromage des Sts-Martyrs Canadiens 1112
Société Coopérative Agricole de Ste-Hénédine..... 1111
Société Coopérative Agricole de St-Eugène..... 1112

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Cantley, munic. scolaire..... 1113

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Larivée vs Gervais..... 1081

ORDERS IN COUNCIL:

1628—Concerning the regulations of the Bureau of Public Charities..... 1096
1922—Food products retail trade in the cities of Quebec and Lévis and the towns of Quebec-West and Lauzon... 1094
1923—Printing trades in the district of Montreal..... 1095
1924—Paint industry..... 1095
1925—Ladies' hairdresser trade in the Island of Montreal.... 1094
1926—Employees of the Canadian Car & Foundry Company Limited, Turcot a and Foundry..... 1082

1071 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1071

MISCELLANEOUS NOTICES:

Auriac Mines Ltd (Distribution of the assets)..... 1107
Bills sanctioned..... 1109
Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, Inc. (Name changed)..... 1106
Fédération Catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la province de Québec, Inc. (Formation)..... 1106
Huntingdon Chateau Incorporated (Distribution of the assets)..... 1107
L'Association des Employés du Textile de Cowansville (Name changed)..... 1106
Des Mille-Iles Sand Ltd—Les Sables des Mille-Iles Ltée (Directors)..... 1108
L'Union des Ouvriers de l'Industriel de Magog (Formation)..... 1108
Numaque Mining Co. (Distribution of the assets)..... 1107
Price, village of (Name changed)..... 1107
The Lakeview Cemetery Company (By-laws)..... 1108
Union Canadienne des Employés de Distilleries (Name changed)..... 1108
Val d'Oro Mines Limited (Directors)..... 1108

CHARTERS—SURRENDER OF:

The Bottle Caps Co. Limited—La Cie de Capsules Idéales Limitée..... 1111
Standard Electric Supply Company Ltd 1111

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Coopérative Avicole Régionale d'Etchemin..... 1111
Shawville-Canners Co. Operative..... 1111
Société Coopérative Agricole de beurre et fromage des Sts-Martyrs Canadiens 1112
Société Coopérative Agricole de Ste-Hénédine..... 1111
Société Coopérative Agricole de St-Eugène..... 1112

EDUCATION:

Cantley, school munic..... 1113

Egan-ouest, munic. scolaire.....	1112
Sellarsville, munic. scolaire.....	1112
St-Colomban, munic. scolaire.....	1113
St-Germain, munic. scolaire.....	1113
St-Hermas, munic. scolaire.....	1113
St-Jérôme, munic. scolaire du village..	1112
St-Pierre-de-Durham, munic. scolaire..	1113

Egan-West, school munic.	1112
Sellarsville, school munic.	1112
St-Colomban, school munic.	1113
St-Germain, school munic.	1112
St-Hermas, school munic.	1113
St-Jérôme, school munic. of the village.	1112
St-Pierre-de-Durham, school munic.	1113

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec (Modification)....	1121
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Modification)....	1113
Comité paritaire des barbiers coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district (Avis).....	1114
Comité paritaire des épiciers-bouchers de Sherbrooke (Prélèvement).....	1114
Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal (Prélèvement)....	1116
Fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal (Modification).....	1114
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Correction).....	1125
Le Syndicat des employés de magasin de Sherbrooke, Inc. (Modification).....	1117
Le Syndicat des employés municipaux de la cité de Sherbrooke (Avis).....	1118

LABOUR:

Parity committee of the baking industry of Quebec (Amendment).....	1121
Parity committee of the barbers and hairdressers of St-Jean and Iberville (Modification).....	1113
Parity committee of barbers, male and female hairdressers of the district of Trois-Rivières (Notice).....	1114
Joint committee of Sherbrooke's grocers and butchers (Levy).....	1114
Joint commission of the ladies hairdressing trade of Montreal (Levy)....	1116
Sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal (Amendment).....	1114
Construction industry and trades in the district of Montreal (Correction)....	1125
Le Syndicat des employés de magasin de Sherbrooke, Inc. (Modification).....	1117
Le Syndicat des employés municipaux de la cité de Sherbrooke (Notice).....	1118

VOIRIE:

Hemmingford, canton de.....	1125
-----------------------------	------

ROADS:

Hemmingford, township of.....	1125
-------------------------------	------

ERRATUM:

Commission scolaire du village de Jonquière.....	1125
--	------

ERRATUM:

School Commission of the Village of Jonquière.....	1125
--	------

LETTRES PATENTES:

Amcan Furs Limited.....	1072
Ben-Rose Sportswear Inc.....	1073
Canada Ply-Craft Corporation.....	1073
Cascade Golf and Tennis Club Inc.....	1073
Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan.....	1074
Club de Raquette Belmont Incorporé..	1075
Ducas Bros. Inc.....	1076
Edroco Forest Products Ltd.....	1075
General Home Products Limited.....	1076
Guarantee Fit Inc.....	1076
H. Diamond & Sons Inc.....	1077
Modern Age Manufacturing Company Limited.....	1077
Northern Sporting Goods Manufacturing Ltd.....	1078
Steve Lawrence Inc.....	1078
Victory Brand Sportswear Inc.....	1079

LETTERS PATENT:

Amcan Furs Limited.....	1072
Ben-Rose Sportswear Inc.....	1073
Canada Ply-Craft Corporation.....	1073
Cascade Golf and Tennis Club Inc.....	1073
Chambre de Commerce de St-Charles de Caplan.....	1074
Club de Raquette Belmont Incorporé..	1075
Ducas Bros. Inc.....	1075
Edroco Forest Products Otd.....	1075
General Home Products Limited.....	1076
Guarantee Fit Inc.....	1076
H. Diamond & Sons Inc.....	1077
Modern Age Manufacturing Company Limited.....	1077
Northern Sporting Goods Manufacturing Ltd.....	1078
Steve Lawrence Inc.....	1078
Victory Brand Sportswear Inc.....	1079

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Crémerie Simard & Union, Limitée....	1079
Gotham Hat Company Limited.....	1079
La Laiterie Idéale Limitée.....	1080
Magan Realities Limited.....	1080
Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Sss'n. Inc.....	1080
Premier Tufting Company Limited....	1080
Roger Gariépy Ltée.....	1080
The American Advertising Agency, Ltd	1081
Valley Dyeing & Finishing Company Limited.....	1081
West Shore Malartic Gold Mines Limited.....	1081

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Crémerie Simard & Union, Limitée....	1079
Gotham Hat Company Limited.....	1079
La Laiterie Idéale Limitée.....	1080
Magan Realities Limited.....	1080
Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.....	1080
Premier Tufting Company Limited....	1080
Roger Gariépy Ltée.....	1080
The American Advertising Agency, Ltd	1081
Valley Dyeing & Finishing Company Limited.....	1081
West Shore Malartic Gold Mines Limited.....	1081

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Société de Bénéfices des Employés de
la Cie Thos. Davidson Ltée—The
The Thos. Davidson Mfg. Co. Limi-
ted Employees' Benefit Society. 1126

NOMINATIONS:

Diverses. 1126

VENTE PAR LICITATION:

Arcand et al vs Arcand 1128

VENTE PAR SHÉRIFS:

MONTRÉAL:

London & Scottish Assurance Corpora-
tion Limited vs Archambault. 1129
9448

WINDING UP NOTICE:

The Thos. Davidson Mfg Co. Limited
Employees Benefit Society—La So-
Siété de Bénéfices des Employés de la
Cie Thos. Davidson Ltée. 1126

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 1126

SALE BY LICITATION:

Arcand et al vs Arcand. 1128

SHERIFFS' SALE:

MONTREAL:

London & Scottish Assurance Corpora-
tion Limited vs Archambault. 1129
9448